

• novembre 1994 • n° 385 •

IMPRECOR
P R I X : 3 5 F F 7 F S / 1 5 0 F B .

DISAR
THE
DEAT
SQUAD

Haïti :

Une situation très mouvante

Italie :

Un automne chaud

Dette :

50 ans, ça suffit !

Dossier :

Brésil : lendemain de défaite



SOMMAIRE

3

HAÏTI

Une situation très mouvante
Arthur MAHON

6

Ça suffit !

Fronde des pays du Sud au FMI
Maxime DURAND

7

50 ans, c'est trop
Anke HINTJENS

9

Contre les politiques de bretton Woods
DOCUMENT

10

ITALIE

Un nouvel automne chaud
Livio MAITAN

12

SLOVAQUIE

La Slovaquie à la croisée des chemins
Adam NOVAK

Dossier: Brésil

14

Les raisons de poursuivre la lutte
Antonio MARTINS

16

Lendemain de défaite
DOCUMENT

22

Les élections en chiffres
DOCUMENT

22

Pourquoi nous avons été battus
Entretien avec Paulo NOGUERIO

26

SALVADOR

Vers un parti unique de la gauche ?
Paquita MARQUES

30

CENTAENAIRE

Mariategui et la révolution permanente
Michael LÖWY

33

TURQUIE

La naissance du BSP
Masis KÜRKÇÜGİL

34

Fonder le parti dans l'action
Entretien avec Erdal KARA

36

BELGIQUE

Nouveau dimanche noir
Alain TONDEUR

Inprecor ? Contre vents et marées ...

Dans ce petit espace, réservé chaque mois à l'information de nos lecteurs sur les perspectives de leur mensuel, nous nous sommes engagés à dire ce qui est. Et ce mois-ci la réalité est dure à dire : en octobre nous avons perdu quelques abonnés (-1,6% par rapport au mois précédent). Ce n'est pas une catastrophe, mais la courbe, jusque là ascendante (depuis janvier nous avons augmenté le nombre d'abonnés de 51,2%), s'est dangereusement infléchie. Nous continuons pourtant à gagner de nouveaux abonnés, ce sont les retards (espérons-le) pris par les réabonnements qui sont la cause de cette inversion.

En janvier dernier nous annoncions que, sans un sursaut, *Inprecor* risquait de ne pas passer l'année. Le sursaut, bien que encore insuffisant, a eu lieu. Nous avons aussi rogné autant que possible sur nos coûts : les trop fréquentes erreurs de finition (mise en page, orthographe...) sont le tribut à payer à la surcharge du travail d'une équipe devenue trop restreinte. Dire que nous sommes toujours fiers du produit que nous vous livrons, serait exagéré. Mais le résultat de tous ces efforts, c'est qu'*Inprecor* peut raisonnablement envisager de poursuivre son cheminement en l'an 1995.

A deux conditions cependant : que la rédaction parvienne à tenir le coup malgré la surcharge du travail et que l'augmentation de la diffusion constatée cette année se poursuive, nous permettant à terme d'étoffer un peu une rédaction réduite à une peau de chagrin et donc de créer ainsi les conditions pour que la qualité d'*Inprecor* s'améliore.

Les fêtes de la fin d'année approchent. Par un réflexe atavique nous sommes nombreux à associer cette période avec des cadeaux que nous distribuons autour de nous. Pourquoi alors ne pas joindre l'utile à l'agréable en offrant à nos proches un abonnement à *Inprecor* ? Cela leur sera certainement plus utile qu'un quelconque gadget et permettra en même temps à *Inprecor* de poursuivre tout en essayant de s'améliorer. Alors ? Alors n'hésitez pas à profiter de notre offre «Découvrir *Inprecor*» (réservée aux nouveaux abonnés) pour faire un petit cadeau à ceux de vos proches qui ne sont pas encore lecteurs d'*Inprecor* !

La rédaction

Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Éditée par PEGI Sarl au capital de 50 000 francs, SIREN n° 391 857 562

Rédaction — Administration :
Tél. : 45 32 06 23
PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France

Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski

Commission paritaire n° 59117 ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par Rotographie 2, Rue R.Lenoir, 93100 Montreuil

Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.



ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	220 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PEGI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Institutions (600 FF, 1 AN)

« Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois)

« Découvrir *INPRECOR* » * (150 FF, 6 mois)

*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Une situation très mouvante

Selon le général Shelton, qui commande les troupes américaines en Haïti, «notre objectif doit être le long terme (...) nous ne devons pas devenir les ennemis en Haïti». Les soldats américains acceptent donc d'arrêter les paramilitaires que la population leur remet. Mais c'est pour les confier à la police haïtienne, qui les relâche aussitôt. Ces hommes pourront être utiles aux Etats-Unis pour faire pression sur un Aristide hésitant et pour intimider la population.

Arthur MAHON

Dans la soirée du dimanche 16 septembre, une rumeur s'est répandue à travers Haïti : le général Duperval, qui remplaçait Cédras à la tête de l'armée depuis une semaine, avait voulu assassiner le président Aristide. Des gardes américains avaient en effet découvert des grenades dans sa voiture. A Port-au-Prince, durant la nuit, des milliers de personnes ont afflué devant le Palais national. Certains portaient des machettes et des bâtons. Ayant joui de quelques journées de liberté, ils étaient déterminés à ne pas laisser se dérouler un nouveau 30 septembre 1991. Vision d'horreur pour les responsables américains. Le lendemain une centaine de soldats américains stationnaient devant le Palais national. Une série d'agents de sécurité étaient là aussi. Ils portaient tous la même veste kaki, qui dissimulait mal leur gilet pare-balles. Toute la nuit, et durant la matinée, des agents américains, dotés de toutes sortes d'appareils de vision spéciaux, ont scruté la foule. Selon l'agence UPI, «ce qui avait commencé était un travail visant à identifier les agitateurs». Cet épisode est révélateur du rôle joué par les forces américaines en Haïti. Ayant eu accès au toit et aux balcons du Palais national pour protéger le président, elles utilisent cette position privilégiée pour mettre en fiches ceux



qui viennent le défendre. Au nom de la restauration de la démocratie, elles vont chercher à s'assurer le contrôle de la société haïtienne, en utilisant autant que possible non seulement le Palais national, mais aussi son hôte principal.

Cinq familles

Pour connaître les véritables objectifs de l'intervention américaine, le mieux est d'interroger ceux qui l'ont conçue. C'est ce qu'a fait le journaliste américain Allan Nairn, spécialiste de la politique américaine en Amérique latine et en Asie (1). Les réponses qui lui ont été faites durant les semaines précédant l'invasion sont édifiantes. Selon l'un de ses interlocuteurs, l'objectif est de faire en sorte que les Haïtiens «ne pensent pas qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent». Qui s'agit-il de protéger ? Pour un officier des renseignements, ce sera «la middle class, ceux qui ont une formation à l'américaine, certains qui font partie de la communauté d'affaires». Le major Louis Kernizan, un Américain d'origine haïtienne, a été attaché à l'ambassade de Port-au-Prince de 1989 à 1991. Il fait maintenant partie du service de renseignements du Pentagone, la DIA

(Defense Intelligence Agency). C'est l'un des principaux stratèges de l'occupation. Il s'exprime sans détour : «Qui allons-nous sauver une nouvelle fois ? Nous allons en arriver à traiter avec les mêmes gens qu'auparavant, les cinq familles qui dirigent le pays, l'armée et la bourgeoisie. Ils sont considérés comme étant les méchants aujourd'hui. Mais la question clé est que nous allons être amenés à traiter avec eux parce qu'ils parlent notre langue, ils comprennent notre système, ils ont été éduqués dans notre pays. Cela ne va pas être avec le gars du bidonville de Cité Soleil». Kernizan est opposé à des augmentations de salaire car «vous devez tirer profit de vos avantages et en Haïti c'est le travail bon marché». Un officier des renseignements est d'accord avec Kernizan à ce sujet. Parlant d'Aristide, il affirme à Allan Nairn «que son ancien programme économique réformiste est maintenant du domaine de l'Histoire, et qu'il ne lui sera pas permis de le faire revivre». N'y a-t-il rien à craindre de la part d'Aristide ? Visiblement, ces Messieurs ne l'aiment guère. Mais, selon un homme du Pentagone, «le plus tôt nous pourrions faire rentrer Aristide pour qu'il

(1) The Nation, 3 octobre 1994, New York

donne son message de réconciliation, de loi et d'ordre, le mieux ce sera». «D'autres, selon Nairn, sont incertains sur le fait de savoir s'il jouera le jeu mais notent que de toutes façons il ne dirigera pas vraiment. Le fonctionnaire des Opérations psychologiques dit que, sous l'occupation, la plus grande partie de l'armée haïtienne et de l'infrastructure administrative transférera sa loyauté au nouveau "gwo nèg", c'est-à-dire celui qui établit les règles. Et le nouvel homme fort, a-t-il dit, ce seront les Etats-Unis».

Masques à gaz

Lorsqu'on demande à Kernizan s'il ne craint pas un soulèvement populaire, il répond : «Un soulèvement populaire ? Sous l'œil attentif des 6000 ou 7000 observateurs internationaux ? J'en doute. C'est seulement le genre de merde qu'ils ont pu faire quand il n'y avait personne pour les surveiller. (...) Ils ont essayé cela avant, et cela les a menés à deux ans d'embargo et à ce que leur petit gars se retrouve en exil doré aux Etats-Unis». Tout le monde ne partage pas cet avis. Selon Nairn, «un fonctionnaire nord-américain des opérations psychologiques qui se spécialise sur Haïti prédit que s'il y a une invasion, le peuple commencera par applaudir le départ de Cédras, mais qu'un sentiment anti-américain — et donc des attaques contre les forces des Etats-Unis — pourrait se développer en l'espace de quatre semaines. Ceci serait moins probable si Aristide revenait rapidement, mais même en ce cas, a-t-il dit, le danger de soulèvement demeure si les attentes populaires ne sont pas rapidement comblées» En tout cas, «selon des documents et de longues conversations avec des militaires nord-américains et des stratèges dans le domaine des renseignements, quelle que soit la façon dont le général Cédras se retire — à travers une invasion, un coup d'Etat, ou une entente — les Etats-Unis entendent contenir le mouvement populaire, par la force si nécessaire». Pour cela, du matériel a été préparé : «Un fournisseur qui travaille pour le département d'Etat a dit que la force navale qui se tient maintenant près d'Haïti a remplacé ses stocks d'armes antiblindés par des instruments de contrôle de foule, tels que boucliers, masques à gaz et matraques». Mais il est prévu que les forces américaines soient retirées au bout de quelques mois. Et après ? D'après Nairn, «il est prévu que toute une armée de militaires nord-américains, de conseillers de la CIA et de civils demeurent en arrière, participant aux affaires haïtiennes plus profondément qu'ils ne l'ont fait depuis des années.

L'ICITAP, par exemple, l'agence nord-américaine chargée de reconstruire la police haïtienne doit, selon son planificateur pour Haïti, rester trois ans, avec plusieurs centaines de formateurs nord-américains chargés de façonner une force haïtienne de cinq mille hommes». D'après un homme du Pentagone, cette police sera destinée avant tout à empêcher toute tentative de révolte.

Les Etats-Unis ne comptent pas s'appuyer seulement sur la répression ou l'espionnage pour contrôler la société haïtienne. «Certains fonctionnaires nord-américains, écrit Nairn, disent que, bien qu'ils soient préparés à serrer la bride du mouvement populaire, sa capacité de résistance a été affaiblie par la terreur sans frein des forces armées et du FRAPH». Par conséquent, après la «guerre de basse intensité», place à ce que le chercheur américain William Robinson a appelé «la démocratie de basse intensité (2)».

Sous la dictature, en complément de la répression, les Etats-Unis ont déjà, par divers biais, essayé d'infiltrer le mouvement populaire et de l'acheter. Ils vont maintenant consacrer beaucoup de moyens à construire une «société civile organisée» à leur manière. Cela est considéré, selon Nairn, comme «la clé pour tout programme de contrôle de la population». Ils vont également, bien sûr, agir sur le plan politique. Selon l'hebdomadaire *Haïti Progrès* (Volume 12, n°29), qui cite un mémorandum de l'ambassade des Etats-Unis, on va encourager et financer les «éléments responsables au sein du mouvement populaire» et «les secteurs duvaliéristes modérés». Clinton a accordé récemment cinq millions de dollars à la CIA pour mener, selon le *New York Times* «des actions politiques non spécifiées».

Casernes abandonnées

Les militaires interrogés par Allan Nairn avant l'invasion raisonnaient à partir de schémas trop classiques. Ce qui s'est passé lors de l'arrivée des troupes américaines n'était pas vraiment prévu au programme. Et les stratèges américains ont été amenés à modifier leurs consignes au jour le jour. En effet, la présence de militaires américains suscita des mobilisations populaires au lieu de les freiner. Plus précisément, au moins dans les grandes villes où les militaires américains étaient en nombre, des Haïtiens de plus en plus nombreux et de plus en plus audacieux les ont utilisés comme boucliers pour se regrouper, manifester et défier l'armée haïtienne. Au Cap Haïtien, les militaires américains ont dû arrêter leurs patrouilles une nuit

car, dès qu'elles apparaissaient, les gens sortaient dans les rues et les suivaient.

Un des objectifs de l'accord signé le 18 septembre par Jimmy Carter et les dirigeants putschistes était d'empêcher l'effondrement de l'armée haïtienne grâce à une coopération entre les deux armées. L'armée américaine ne voulait pas se substituer à l'armée haïtienne et assumer les fonctions d'une police. D'une part parce que, comme l'a dit un officier, «se transformer en police, c'est devenir une cible». D'autre part parce que les responsables américains voulaient que l'appareil d'Etat haïtien continue à fonctionner, sans rupture. Dans plusieurs villes, ce schéma a pu fonctionner. Dans certaines d'entre elles, les soldats américains étaient trop peu nombreux pour pouvoir être utilisés comme «boucliers» par la population. Dans d'autres, ils ont appliqué de manière stricte les consignes découlant de l'accord du 18 septembre, au risque de voir leur popularité entamée.

Le FRAPH veille

Au Cap Haïtien et aux Cayes, il en fut autrement. Les militaires américains se sont rapidement retrouvés devant un vide : devant la montée des protestations populaires, les militaires ont préféré abandonner les casernes. A Port-au-Prince, où est concentrée la plus grande partie des militaires haïtiens, ce fut un autre cas de figure. Après que la police haïtienne eut tué des manifestants enhardis par la présence américaine, on renonça au projet de patrouilles communes entre les deux armées. Et la police militaire américaine surveilla les forces de répression haïtiennes.

Celles-ci se révélèrent bien incapables d'assumer certaines missions que les responsables militaires américains voulaient leur confier (désarmer des paramilitaires, protéger des manifestations). Finalement, face à des manifestants de plus en plus audacieux, qui allaient jusqu'à s'emparer de postes de police, les militaires désertèrent les rues de la capitale.

Jusqu'à présent, l'armée américaine a veillé, avec intelligence, à préserver sa popularité. Son attitude lors de la manifestation du 30 septembre, qui devait rendre hommage aux victimes de la dictature, est cependant très significative de la politique sinieuse qu'elle a adoptée. Il avait été promis aux responsables de la manifestation que les soldats américains la protégeraient. Finalement, après une concertation avec la Maison blanche, il fut décidé un partage des tâches.

(2) *Covert Action*, printemps 1994, Washington

L'armée haïtienne devait surveiller le parcours de la manifestation. Les militaires américains allaient, quant à eux, se tenir à distance et bloquer les carrefours menant vers les quartiers bourgeois et les bâtiments officiels. Mais les militaires haïtiens ne se sont pas montrés. Et, bien que postés non loin de là, les troupes américaines laissèrent les nervis du FRAPH attaquer la manifestation. Pour conserver son crédit, l'armée américaine organisa un raid sur certaines caches d'armes et arrêta quelques dizaines de personnes. En faisant main basse sur le local du FRAPH, les soldats américains devinrent des héros alors qu'ils n'avaient pas levé le petit doigt trois jours plus tôt lorsque ses occupants tiraient à bout portant sur des manifestants.

On peut tracer un parallèle entre cet épisode et ce qui passé depuis 1991 : les Etats-Unis portent une responsabilité écrasante dans le coup d'Etat et la répression qui s'en suivit, et pourtant ils risquent finalement d'être considérés comme les «libérateurs d'Haïti». L'acte I de la pièce est oublié. Seul le dénouement reste dans les mémoires. L'ambassade américaine avait largement trempé dans le coup. La CIA reconnaît maintenant qu'elle était au courant à l'avance du coup d'Etat. Emmanuel Constant, l'un des chefs du FRAPH, a révélé à Allan Nairn (3) que des responsables de la CIA et de la DIA se trouvaient à ce moment-là au quartier général de l'armée. Le FRAPH est une structure paramilitaire qui sème la terreur dans tout le pays.

Les Etats-Unis voudraient en faire l'équivalent de l'ARENA salvadorien. Selon Constant, c'est un agent de la DIA, le colonel Patrick Collins, revenu tout récemment en Haïti, qui lui a demandé de créer le FRAPH après le coup d'Etat. Constant travaillait déjà pour la CIA et pour son émanation haïtienne, le SIN (Service d'intelligence nationale), une structure qui organisait la répression politique depuis 1987. Les liens de Constant avec les Etats-Unis sont si étroits qu'au lendemain du raid contre le FRAPH, l'ambassade lui organisa une conférence de presse, fournissant micro, techniciens et protection !

Le retour

Le retour de Jean-Bertrand Aristide, le 15 octobre, s'est accompagné d'explosions de joie dans les quartiers populaires. Mais l'affluence devant le Palais national fut moindre que prévu. Car la crainte de la répression reste grande. Quelques jours auparavant, un camion rempli de membres du FRAPH avait foncé sur une manifestation dans le sud du pays, causant la mort

de vingt-quatre personnes. Dans certaines zones rurales, les chefs de section continuent à faire la loi. Ce qui va se passer dans les mois qui viennent ne pourra pas être une réplique des sept premiers mois de la présidence d'Aristide. Beaucoup de données ont changé. C'est ainsi que le coup d'Etat a permis la reconstitution d'un réseau d'auxiliaires de l'armée et de paramilitaires fortement implanté. Ils disposent d'un arsenal d'armes considérable. Aristide voudrait que l'armée nord-américaine les désarme. Mais il y aurait tout à craindre d'une opération à grande échelle de fouille des maisons. Lorsque, sur dénonciation de la population, les militaires américains ont fait main basse sur quelques dépôts d'armes, ils ont commencé par perquisitionner la maison des partisans d'Aristide. Ils avaient écouté les conseils d'un chef pro-putschiste du Cap Haïtien.

Le problème des paramilitaires ne pourra être réglé que par une mobilisation générale de la population. Elle doit avoir le droit de se protéger elle-même. Aristide lui-même, avant de prendre ses fonctions en février 1991, avait fait référence aux brigades de vigilance qui ont surgi à plusieurs reprises depuis 1986. Durant la nuit du 16 au 17 octobre, lorsque courra la rumeur d'un coup d'Etat, on vit à nouveau des habitants des quartiers populaires constituer des barrages pour contrôler les véhicules. Mais Aristide ne semble pas disposé à favoriser ce genre d'initiatives. Et le ministre de l'Information, Hervé Denis, a annoncé que toute personne qui se livrerait à des pillages ou qui attaquerait les maisons d'opposants politiques (c'est-à-dire de pro-putschistes) serait arrêtée. C'est la première fois qu'un ministre d'Aristide parlait le langage de la répression, et ce n'est sans doute pas la dernière. Car le cours politique adopté par Aristide a ses corollaires. Il a annoncé qu'il voulait inclure dans le gouvernement des représentants des familles riches d'Haïti.

Privatisations

Avec un gouvernement de ce type, il ne pourra être question de laisser des foules assiéger le parlement ou barricader les portes de tribunaux où siègent des juges corrompus, comme on l'avait vu en 1991. La politique économique dans laquelle Aristide s'est engagé risque de l'amener à donner son aval à des actions de répression. C'est un des grands problèmes de la période à venir.

En 1991, il n'avait pas encore choisi une orientation économique bien définie. Le programme présenté par des représentants d'Aristide à une réunion de bailleurs de fonds, tenue à Paris en août 1994, est

par contre extrêmement clair. Il a été notamment rédigé par Leslie Delatour, qui fut ministre des Finances dans le premier gouvernement, de triste mémoire, qui suivit la chute de Duvalier. La politique économique libérale qu'il entreprit de mener eut des conséquences catastrophiques. Le programme présenté au mois d'août prévoit en particulier la suppression de la moitié des emplois de fonctionnaires, la privatisation des industries appartenant à l'Etat, la suppression des droits de douane à l'importation (sauf, de manière transitoire, pour quelques produits agricoles). Un «filet de sécurité» social, non défini, est annoncé. Interrogé au sujet de ce plan trois semaines après sa présentation, Chavannes Jean-Baptiste, fondateur d'un mouvement paysan, a répondu que, bien qu'il soit membre du cabinet privé d'Aristide et réside à Washington, on ne l'avait jamais consulté et il n'avait pas pu se procurer une copie du texte. Après en avoir lu des extraits, il déclara : «C'est le plan de la Banque mondiale et du FMI, celui qu'ils nous proposent depuis des années et qu'on appelait le plan américain (4)». Cohérents avec ce plan, des responsables américains proposent que le fonds d'indemnisation pour les victimes de la répression, prévu par la loi d'amnistie ambiguë votée début octobre (qu'Aristide devra interpréter dans un décret), soit constitué d'actions provenant de la privatisation des entreprises publiques !

Ce programme économique a une logique redoutable. Pour pouvoir attirer des investissements étrangers, il faut que l'environnement soit «sûr et stable», comme on aime à le dire à Washington. Il faut donc que les pauvres se tiennent tranquilles et s'en remettent à l'Etat haïtien (ou plutôt haïtiano-américain) pour régler leurs affaires. Il serait désastreux que la gauche haïtienne appuie Aristide dans cette voie.★

20 octobre 1994

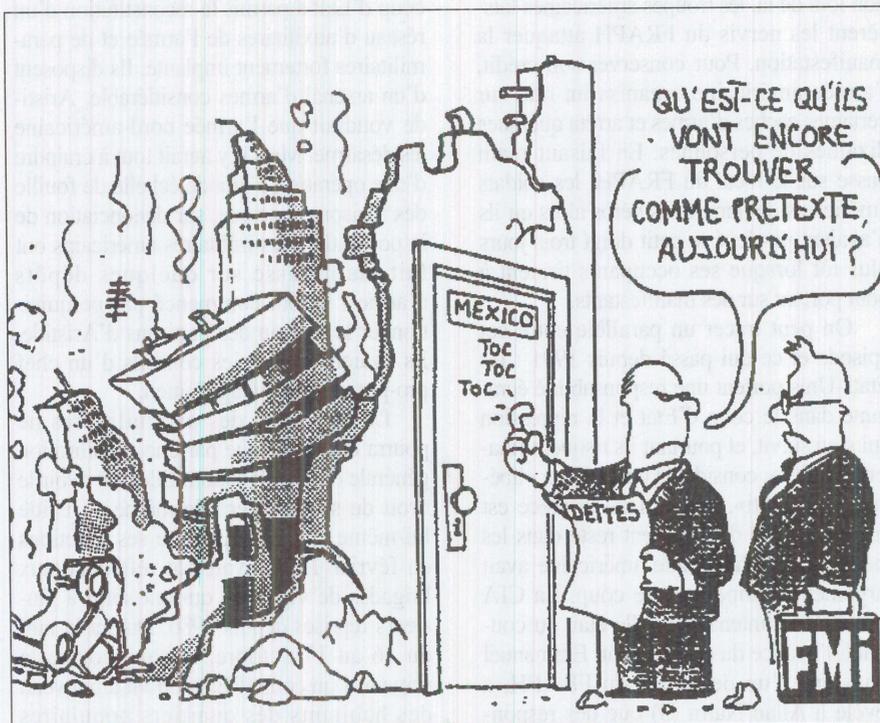
(3) *The Nation*, 24 octobre 1994, New York

(4) *Multinational Monitor*, juillet-août 1994, Washington

Fronde des pays du Sud au FMI

Les dirigeants du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale ont l'habitude de répondre à leurs critiques à l'aide d'un argument passe-partout : nous ne sommes pour rien dans les difficultés des pays du Tiers monde, et, sans notre intervention, cela aurait été bien pire. C'est un argument formellement imparable, puisque personne n'est en mesure de raconter ce qui se serait passé si ces deux institutions n'avaient pas été en mesure d'imposer les politiques dites d'ajustement structurel.

Maxime DURAND



Cet argument du mépris est l'arme classique de ceux qui ont le pouvoir : il n'y a qu'une façon de faire, et c'est évidemment la nôtre, tout le reste n'est qu'utopie et irresponsabilité.

Par rapport à ce genre de position, la manière dont la récente réunion du FMI s'est déroulée à Madrid a introduit une nouveauté importante, qui renforce l'impact de la campagne «50 ans, ça suffit» en faisant clairement apparaître l'existence de choix très concrets, et cela de l'intérieur même de la forteresse FMI. La conférence a en effet coïncé sur le problème de l'allocation des droits de tirage spéciaux (DTS). Les DTS sont des crédits émis par le FMI, qui représentent une sorte de monnaie internationale. Les précédentes allocations ont eu lieu il y a longtemps (1970, 1978, 1981) dans un contexte monétaire international bien différent où elles avaient pour fonction d'injecter un peu de liquidités sur le marché mondial. Il s'agissait cette fois d'émettre une nouvelle tranche de 36 milliards de dollars, principalement destinés aux pays du Sud et de l'Est, dont beaucoup sont des adhérents récents du FMI. Tel était en tout cas le projet, pas vraiment révolutionnaire,

du directeur général du FMI, puisque ces 36 milliards de dollars représentent moins de 3 % de la dette totale des pays du Sud et de l'Est. Mais c'était encore trop pour les apôtres du libéralisme ! Les représentants au FMI de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, auxquels s'est ralliée la France («par réalisme», pour reprendre les termes du ministre français des Finances), se sont opposés à l'émission de liquidités supplémentaires, en raison du risque supposé de relance de l'inflation que cela pouvait comporter.

Cela en dit long sur la volonté réelle des gouvernements des pays impérialistes d'assurer les conditions d'une relance coordonnée de l'économie mondiale, où les pays dits en voie de développement pourraient trouver une place plus satisfaisante. Tout cela n'est bon qu'à distraire les opinions publiques en faisant preuve d'humanitarisme. Lorsqu'ils se trouvent au pied du mur, en face de décisions concrètes, les représentants des bourgeois jettent le masque de la solidarité et se montrent sous leur vrai jour. Cela va même plus loin qu'une simple question de gros sous, les sommes en jeu étant encore une fois minimales à l'échelle de la planète. Ce que l'on voit apparaître, ce sont des postulats idéologiques et économiques

d'une inconcevable rigidité. Tous ces penseurs qui aiment tant vanter les mérites de la flexibilité sont eux-mêmes soumis à des dogmes intangibles : comme si le problème aujourd'hui était le risque d'inflation !

Un doute qui plane

Cette myopie est révélatrice parce qu'elle réduit à néant les espoirs ou plutôt les illusions ridicules sur la capacité des grandes puissances à mettre en oeuvre un nouveau «plan Marshall» à l'échelle mondiale. Non seulement elles en sont incapables, mais on peut y compris dire que leur aveuglement monétariste les conduit à mener une politique qui va à l'encontre de leurs propres intérêts. Qu'un expert comme Jeffrey Sachs, fameux pour son intransigence antisociale, en vienne à demander au FMI qu'il «cesse de s'occuper de la transition à l'Est» et à déplorer qu'il n'existe «aucune institution globale qui assure le contrôle» du système financier international, c'est bien le signe que la politique du FMI a dérapé dans une défense cynique et contre-productive de la domination des grands pays impérialistes.

Le résultat positif de cette politique est que les pays du Sud ont réalisé un front commun relativement imprévu qui a

ÇA SUFFIT !

50 ans, c'est trop !

débouché sur une situation de blocage quant à l'allocation des nouveaux DTS. L'Inde, le Brésil, l'Argentine, et même l'Arabie Saoudite ont tenu tête, avec le soutien des puissances montantes d'Asie, en faisant valoir que les pays les plus riches n'avaient pas de droit particulier à imposer leur point de vue à l'ensemble des membres du FMI. Il s'agit là, sans doute, d'une «formidable erreur d'analyse», pour reprendre l'expression d'un haut fonctionnaire international, mais plus fondamentalement d'un révélateur particulièrement déplaisant de la vraie nature de ce que l'on appelle par antiphrase l'«ordre économique mondial».

Le même jour, on apprenait que la Chambre des Représentants des Etats-Unis repoussait de deux mois la ratification des accords signés à Marrakech dans le cadre du GATT. Ce sont les opposants conservateurs au GATT, menés notamment par l'ancien candidat Ross Perot, qui ont remporté ce qui restera sans doute une escarmouche. Mais tout cela jette un doute assez systématique sur les effets bénéfiques du libre échange et sur la consistance de la future Organisation mondiale du commerce qui devrait voir le jour au 1er janvier 1995. La théorie libérale officielle dit que tout le monde gagne au libre échange, et le GATT fait monter les enchères : il évaluait à 250 milliards de dollars les bénéfices à attendre d'ici à l'an 2005 de la signature de l'Uruguay Round. Une nouvelle étude vient opportunément de doubler la mise : les bénéfices seraient dorénavant de 500 milliards de dollars. Il va sans dire que ces études sont de pures et simples mystifications et que de tels chiffres, que l'on fait varier du simple au double au gré des circonstances, ne veulent simplement rien dire. On voit mal, s'ils avaient une quelconque signification, pourquoi on ferait tant d'histoire au FMI pour quelques dizaines de milliards de dollars, par rapport aux bienfaits attendus de l'ultra-libéralisme !

La double non-ratification, de Washington et de Madrid, en dit plus long que les études truquées sur le doute qui plane sur l'organisation de l'économie mondiale et notamment sur le destin des pays les plus pauvres.★

Paris, 17 octobre 1994.

Une centaine de mouvements de solidarité, parmi lesquels la Coordination française «50 ans, ça suffit !» et le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde (CADTM) organisaient à Madrid un sommet alternatif à celui du FMI. A l'occasion du cinquantième des accords de Bretton Woods, ces organisations voulaient ainsi faire entendre «les autres voix de la planète», celles qui n'ont pas la parole dans les conférences officielles.

Anke HINTJENS

Partout dans le monde, des mouvements s'organisent contre la politique des institutions économiques internationales et la croyance aveugle de celles-ci dans le système du marché libre. Le 29 septembre, par exemple, au milieu de la semaine des festivités pour le cinquantième des institutions de Bretton Woods, la vie publique en Inde était perturbée par une grève contre le programme d'ajustement structurel et la signature de l'accord du GATT. Les secteurs bancaire, minier, sidérurgique, les assurances et la poste étaient complètement paralysés par cette action à laquelle faisait appel la Plate-forme nationale des organisations de masse en Inde. Cela fait trois ans que l'Inde est obligée d'appliquer un Programme d'ajustement structurel. Le mot d'ordre des activistes était donc «trois ans, ça suffit !».

Un des organisateurs de la résistance indienne contre le GATT et le FMI est Vandana Shiva. Elle était présente au forum alternatif de Madrid, où elle affirmait : «Le commerce libre, qui devient un système mondial avec le nouvel accord du GATT, n'est pas un nouveau système. C'est simplement le prolongement de la colonisation. Le FMI, la Banque mondiale (BM) et le GATT prétendent vouloir libéraliser le marché mondial et le débarras-



ser de l'ingérence des pouvoirs publics. Mais, en réalité, ils déploient eux-mêmes une planification sans précédent dans l'histoire, en faveur des plus favorisés. L'application des programmes d'ajustement structurel en Inde n'a été d'aucun soulagement pour les peuples, bien au contraire. La modeste réforme agraire appliquée après l'indépendance est supprimée. Le nombre de chômeurs dans les villes a augmenté de quatre millions en deux années. Sur une population rurale de 400 millions, il y a aujourd'hui 110 millions de chômeurs. La production vivrière traditionnelle est éliminée car elle est non commercialisable. Et ce qui ne peut pas être transformé en argent n'est pas repris dans les projets de "développement". Des terres sont accaparées pour l'agriculture d'exportation. Cela nous amène à la contradiction suivante : alors que le nombre de calories produites en Inde a augmenté ces dernières années, le nombre de calories consommées par tête a diminué. L'épidémie de peste n'est pas le produit du hasard. Les restrictions dans le secteur de la collecte des immondices et le démantèlement du secteur de la santé ont créé des conditions propices. Quelle catastrophe aurions-nous vécue si cette épidémie avait éclaté quelques années plus tard, quand le secteur de la santé sera complètement privatisé ? Le FMI et la BM

nous imposent un "modèle de développement" par lequel des communautés entières sont sacrifiées au nom du progrès. Les conséquences néfastes de cette politique sont mises sur le compte de nos gouvernements. Mais, comment peuvent-ils être responsables ? Le FMI et la BM remplacent tous les ministères. En Inde, le programme d'ajustement structurel est parachuté directement au ministère des Finances et appliqué sans que le Premier ministre soit au courant !»

Ce témoignage de Vandana Shiva donne une idée sur l'ambiance du forum alternatif de Madrid. Durant toute une semaine, les différentes conférences ont permis d'examiner différents aspects de la politique des institutions de Bretton Woods. Chaque jour, quelque 1 500 personnes se sont mobilisées pour participer aux travaux. Les jeunes étaient très nombreux et ils ont joint les actes aux discours. Les délégués des réunions officielles furent accueillis par une manifestation de jeunes enragés. Une conférence de presse de la BM a été perturbée par un militant, qui voulait faire entendre un autre son de cloche pendant que d'autres activistes déployaient une banderole à l'attention des photographes, sur laquelle il était écrit : «50 ans, ça suffit !».

La politique du FMI mène à des guerres

Pendant la semaine de débat, le CADTM a organisé une conférence sur le rôle du FMI dans l'explosion des guerres civiles en Yougoslavie ; en Somalie ou au Rwanda. Michel Chossudovsky, professeur à l'université d'Ottawa et membre actif du CADTM, expliquait les différents cas.

En 1984, les Etats-Unis écrivaient dans un texte «délicat et secret» qu'il voulaient que le marché libre soit instauré en Yougoslavie, en 1989, un programme d'ajustement structurel fut appliqué. La recette est connue : une dévaluation, la privatisation des entreprises en autogestion dont le bilan économique était positif, le démantèlement de la sécurité sociale, et l'abolition des transferts financiers de l'Etat central vers les républiques. C'est pourquoi, plusieurs républiques ne voyaient plus l'intérêt de faire partie de la République yougoslave. Dès la première année d'application du programme d'ajustement structurel, le niveau de vie a diminué de 40 %. C'est ainsi que les mesures du FMI ont donc contribué à l'atomisation de la République yougoslave et à sa détresse.

La Somalie aussi a été soumise à un programme d'ajustement structurel com-

plètement dévastateur. Le pays vivait, dans une large partie, de l'exportation de bétail vers les pays du Golfe. C'était leur première source de devises. 50 % de la population vivaient de ce secteur. Le pays était auto-suffisant en nourriture sur la base d'un équilibre fragile entre paysans et pasteurs. En 1981, le FMI oblige la Somalie à appliquer une restructuration de l'économie. Outre une dévaluation, la Somalie doit faire des compressions des dépenses dans les services vétérinaires. Les pasteurs n'étaient plus en mesure de payer ces services et le cheptel diminua à cause de maladies non traitées. La taxation de l'eau imposée par le gouvernement a aggravé la situation. Ainsi, la combinaison de ces mesures a conduit à la misère et à la famine.

Le Rwanda a non seulement subi le même «traitement», mais il a été obligé d'appliquer la restructuration en pleine guerre. En novembre 1990, le Rwanda a dévalué sa monnaie de 50 %. Le pays qui connaissait une inflation assez réduite de 4,2 % se voyait confronté à une inflation grimant jusqu'à 19,2 %. Le gouvernement n'était plus autorisé à payer un prix fixe aux cultivateurs de café. La production vivrière, liée à la production du café, est tombée en chute libre. L'ouverture des frontières pour l'importation de nourriture bon marché (souvent appelée «aide humanitaire») a détruit le marché interne et par suite a appauvri les paysans. Les nouveaux prêts que le pays reçoit comme cadeau pour l'application du programme d'ajustement, sont utilisés pour acheter des armes. Ces «déstructurations» économiques, loin d'expliquer le racisme sur lequel s'est basé le génocide, ont créé néanmoins une base fertile pour de tels désastres.

50 ans, c'est trop

A la fin de ses travaux, le forum alternatif a adopté une déclaration dans laquelle il plaide pour la suppression des instances économiques internationales et l'annulation de la dette du Tiers monde. «Le forum de Madrid dénonce ce modèle économique destructif et demande l'annulation de toutes les dettes. Il demande d'arrêter l'ingérence des institutions de Bretton Woods dans les affaires internes de pays souverains (...) Il est temps de supprimer ce type d'institutions. La seule chose à discuter est le timing et le contrôle du démantèlement des institutions de Bretton Woods».

Le point culminant de la semaine a été la manifestation très colorée contre le FMI et la BM qui a réuni 15 000 personnes et non pas 3 000 comme le prétendait la presse. Un débat a aussi mis aux prises les

mouvements de solidarité et des représentants du FMI et de la BM, dans lequel Pierre Galand et Vandana Shiva sont intervenus au nom des mouvements de solidarité. Deux mille personnes ont suivi ce débat. Lors de l'intervention du représentant du FMI, où il rappelait le catéchisme de cette organisation, la salle avait des difficultés à contenir son indignation. L'orateur de la BM était plus subtil, il lança un appel aux ONG afin qu'elles ne considèrent pas la BM comme un ennemi afin d'améliorer la communication dans l'intérêt des peuples.

Vandana Shiva et Pierre Galand, tout en évitant ce débat, ont estimé que la BM ne fait que récupérer des thèmes tels que l'écologie et la libération des femmes, afin de faire accepter sa politique d'ajustement. Et d'ajouter qu'aucun dialogue n'est possible avec des institutions qui ont recours aux mensonges.

Par ailleurs, Pierre Galand a attiré l'attention sur le fait que des programmes d'ajustement sont imposés aux pays européens, et que ce cercle vicieux d'austérité doit être brisé dans l'intérêt des peuples du Nord comme du Sud. Il a lancé un appel aux ONG et aux mouvements de solidarité pour qu'ils s'investissent plus dans la sphère politique. «Il faut travailler pour plus de démocratie par "en-bas", a-t-il dit, il faut résister à la tendance à la mondialisation qui éloigne encore plus les pouvoirs des gens».

La salle debout a applaudi nos orateurs. Et le débat était clos : 50 ans, c'est trop. ★

Bruxelles, 19 octobre 1994.



Banque mondiale, FMI : ça suffit

Contre les politiques des institutions de Bretton Woods

Il n'y a guère de quoi se réjouir au moment où la communauté internationale commémore le cinquantième anniversaire de l'accord de Bretton Woods qui donna naissance au Fonds monétaire international (FMI), à la Banque mondiale et au GATT. Dictant sans fléchir ses plans d'«ajustement structurel» pour le remboursement de la dette, les institutions issues de l'accord de Bretton Woods appauvrissent et affament les peuples du Sud et poussent à la tiers-mondisation des pays de l'ancien bloc de l'Est.

La Banque mondiale — dont le mandat consiste à «lutter contre la pauvreté» et protéger l'environnement — collabore sur le terrain au démantèlement des services de santé et d'éducation. Son soutien aux mégaprojets énergétiques et agro-industriels accélère la déforestation et la destruction de l'écosystème entraînant déjà le déplacement forcé de plusieurs millions de personnes. Tant au Sud qu'à l'Est, des centaines de millions d'enfants sont sous-alimentés et privés d'enseignement dans plusieurs régions du monde, la compression brutale des dépenses sociales combinée à l'effondrement du niveau de vie mène à l'éclatement d'épidémies de tuberculose, de malaria et de choléra.

Les droits des peuples sont d'autant plus brimés que l'accord du GATT (notamment en ce qui concerne l'investissement étranger, la biodiversité et les droits de propriété intellectuelle) entérine au sein des articles de la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC) de manière «permanente» et inaltérable, plusieurs clauses de l'«ajustement structurel». Le mandat de l'OMC consiste à réglementer le commerce mondial au profit des grandes banques et sociétés transnationales, ainsi qu'à «surveiller» en étroite collaboration avec le FMI et la Banque mondiale, la mise en application des politiques gouvernementales nationales.

Désormais, les recettes du néolibéralisme sont appliquées dans les pays du Nord où les politiques gouvernementales débouchent sur le chômage, l'exclusion, le racisme, la destruction de la petite et moyenne entreprise, la compression des salaires ainsi que l'abandon de nombreux acquis sociaux.

Dans le Sud, à l'Est et au Nord, une minorité sociale s'enrichit au détriment des peuples. Dans le monde entier, des voix s'élèvent contre ce nouvel ordre financier mondial qui tire profit de l'exploitation de la nature et des populations, développe l'apartheid social, menace les fragiles conquêtes des femmes et précipite souvent les pays dans des confrontations destructrices entre nationalités.

L'heure est venue pour l'humanité de retrouver ses marques et de réviser son

Nous demandons votre appui afin que l'Appel mondial soit largement diffusé au Nord, au Sud et à l'Est. Nous demandons votre collaboration ainsi que celle des groupes de citoyens, ONG, syndicats, organisations d'Eglises, organisations communautaires, etc.

Notre objectif consiste à établir un vaste réseau international de personnes et d'organisations impliquées dans l'action solidaire. Cette démarche consiste à créer dans chaque pays, ville et/ou localité un comité d'appui à l'Appel (ainsi qu'une adresse locale) pouvant collaborer avec le Comité de Bruxelles.

Nous vous demandons de parrainer cette initiative, de transmettre le texte de l'Appel à vos membres ainsi qu'à vos partenaires au Nord, au Sud et à l'Est, de participer à la collecte des signatures d'individus, de représentants d'organisations et de personnalités.

Le texte de l'appel peut être reproduit et distribué. Présentement ce texte est disponible également en anglais, allemand, arabe, espagnol, néerlandais et portugais.

Veuillez SVP expédier l'original des signatures à :

Appel mondial : Banque Mondiale, FMI : ça suffit !
Rue Plantin, 29
1070 Bruxelles, Belgique
Tel : 32/ 2-523 40 23/fax : 32/2-522 61 27

agenda. Nous soussigné(e)s, citoyennes et citoyens du monde, travailleurs, artistes, écrivains, enseignants, fonctionnaires, syndicalistes, membres d'organisations non-gouvernementales, etc., réaffirmons le droit des peuples à la souveraineté économique nationale, au développement démocratique et à la justice sociale. Nous signifions notre ferme opposition à ce modèle économique destructeur, ainsi qu'à l'ingérence des institutions de Bretton Woods et de la nouvelle Organisation mondiale du commerce dans les affaires intérieures des Etats.

Premiers signataires :

Samir Amin (économiste, directeur du forum du Tiers monde de Dakar, Egypte), Jean-Marie Baise (sénateur Ecolo, Belgique), Agnès Bertrand (ECORAPA, France), Madeleine Briselance (SOS, Tahiti, France), Janet Bruin (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Suisse), Humberto Campadonico (professeur d'économie, université de San Marcos, Pérou), Felix Cardenas (Aymara de Bolivia, Movimiento «Pacha-Kuti», Bolivie), Carlos Carnero Gonzalez (député européen Izquierda Unida, Espagne), Michel Chossudovsky (Université d'Ottawa, collaborateur au *Monde Diplomatique*, Canada), Didier Daeninx (écrivain France), Christine Daure Serfaty (France), Erik de Clerck (secrétaire général Frères des hommes, Belgique), Germain Dufour (sénateur Ecolo, Belgique) Bruno Dujardin (Institut de Médecine Tropicale, Belgique), François Gagnon (Regroupement-Action-Milieu, Canada), Pierre Galand (secrétaire général Oxfam, Belgique), Susan George (codirectrice du Transnational Institute, membre de la direction de Greenpeace

International), Edward Goldsmith (*The Ecologist*, Grande-Bretagne), François Houtart (chanoine, directeur CETRI, Belgique), Albert Jacquard (généticien, France), Bernard Lacaube (Association France Amérique Latine, France), Jacques Liesenborghs (sénateur Ecolo, Belgique), Santiago Lorente (professeur à l'université de Madrid, Espagne), Ernest Mandel (économiste, Belgique), Gustave Massiah (CEDETIM, France), Sous-commandant Marcos (CCRI, Armée zapatiste de libération nationale-EZLN, Mexique), Leana Nuez (UNICARAGUA, FSLN, Nicaragua), Miguel Nuez (ACSUR), Orlando Nuñez (sociologue, FSLN, Nicaragua), René Nuez Tellez (membre de la direction nationale du FSLN, Nicaragua), Gilles Perrault (écrivain, France), James Petras (sociologue, USA), Luis A. Reveco (directeur de Third world first, Grande-Bretagne), Jean Ronveaux (secrétaire général du CNCD, Belgique), Lola Saiz (coordination des ONG de Madrid,

Espagne), Catherine Samary (économiste, Université Paris X, collaboratrice au *Monde Diplomatique*), Abraham Serfaty (militant, Maroc), Vandana Shiva (économiste, Inde), Christine Siblotte (Comité justice sociale SA, Québec), Henri Simon (député Ecolo, Belgique), Lodewijk Steenwegen (député Agalev, Belgique), Ruth Stör-Mougel (Solidarité avec les peuples d'Amérique Centrale-Caraïbes, France), Lise Thiry (virologue, Gauches unies, Belgique), Gianni Togoni (secrétaire général du Tribunal permanent des peuples Italie), Alain Tondeur (Parti ouvrier socialiste, Belgique), Eric Toussaint (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde, Belgique), Francis Wurtz (Parti communiste français, France).

Un nouvel automne chaud en Italie

Après le précédent célèbre de 1969, et celui, moins connu, de 1992, l'automne italien a été caractérisé une nouvelle fois par une vague de luttes ouvrières et de manifestations populaires, qui ont secoué en profondeur la péninsule.

Livio MAITAN

Le point culminant a été atteint le 14 octobre avec la grève générale de quatre heures — prolongée à huit dans certaines régions — qui a remporté un succès spectaculaire.

Le 14 octobre a été précédé pendant deux semaines par des grèves et des mobilisations multiples qui, dans certains cas, par exemple à Gênes et plus généralement en Ligurie et à Brescia, ont paralysé à plusieurs reprises la production à partir des grandes entreprises, et a enregistré des manifestations presque sans précédent depuis des décennies (au total sont descendues dans les rues trois millions de personnes et par exemple à Turin, au dire de militants des vieilles générations, il faut remonter à 1945 pour établir une comparaison).

Ces événements ont indiqué, tout d'abord, que le rôle central de la classe ouvrière industrielle et notamment des grandes concentrations n'est guère un mythe du passé, mais une réalité vivante. Sans aucun doute, c'est justement la relance de ce rôle qui a eu un effet positif, d'un côté sur les mobilisations des moyennes et petites entreprises et, de l'autre, sur le taux de participation au mouvement y compris de la part de cadres, parfois occupant des places à un niveau élevé de la hiérarchie (par exemple, chez FIAT Mirafiori). En outre, contrairement à des préoccupations nourries dans une première phase, les secteurs de la fonction publique ont participé eux aussi massivement au mouvement. Ainsi malgré tous les reculs des dernières années et les difficultés de la situation qui s'est créée après la victoire électorale des formations de droite, on a assisté à une



mobilisation impétueuse de grandes masses des salariés. Deuxième élément à souligner : des secteurs assez larges et combatifs d'étudiants ont fait aussi leur réapparition. Au début, il y a eu des mobilisations, pour ainsi dire, séparées et avec des objectifs spécifiques, contre la menace de privatisation de l'enseignement, contre les augmentations des redevances universitaires, etc. Mais par la suite ces mobilisations ont convergé dans le mouvement d'ensemble avec une participation active aux manifestations du 14 octobre, par ailleurs soutenues par des appels et déclarations de représentants de l'intelligentsia et de couches de la petite bourgeoisie.

Un mouvement défensif d'abord

Troisième point : incontestablement, les mesures annoncées à l'occasion de l'adoption par le gouvernement de la loi de finances ainsi que les attaques contre les retraites ont constitué le détonateur du mouvement ; c'est pourquoi, il est correct de caractériser le mouvement comme étant un mouvement de portée défensive. Mais, si l'on tient compte de ce qui est souvent apparu dans les innombrables assemblées, les cortèges et les discussions dans les rues reflétant les aspirations et les états d'âme assez répandus, on ne saurait ignorer que,

au-delà de la compréhension de la menace représentée par les mesures gouvernementales, il y a eu une incontestable motivation politique, aussi peu définie soit-elle, avec un rejet, bien que plus instinctif que conscient, de conceptions idéologiques et politiques caractérisant l'ambiance conservatrice et politique qui prévaut à l'heure actuelle. Evitons toute généralisation abusive et trop rapide : toujours est-il que, comme on l'a souligné de différents côtés, ont participé aux luttes même des travailleurs qui avaient cédé au charme électoral de la droite et qui, sans doute, ne rectifieront pas cette attitude à des échéances rapprochées.

La virulence des attaques gouvernementales et patronales a eu, par ailleurs, une double conséquence. D'un côté, les bureaucraties syndicales des confédérations ont dû, du moins pour l'instant, renoncer à des tentatives de conciliation avec Berlusconi et proclamer une grève susceptible, en dépit de sa durée limitée, de provoquer des effets multiplicateurs. De l'autre, les secteurs les plus radicaux, syndicaux et extra-syndicaux, ont su faire preuve d'esprit unitaire sans renoncer pour autant à leur identité. Ainsi, il n'y a pas eu dans les meetings des contestations de dirigeants des Confédérations comme en automne 1992 (à Milan, à la suite d'un accord explicite, un représentant du Cobas

Solidarité avec Cuba

A l'initiative de l'Association d'amitié Italie-Cuba avec le soutien de plusieurs organisations politiques, dont le Parti de la refondation communiste (PRC) et le parti de la gauche démocratique (PDS), de structures syndicales, d'associations diverses et de comités de solidarité avec la révolution cubaine, deux manifestations contre l'embargo impérialiste ont eu lieu le 8 octobre en Italie : 10 000 personnes ont défilé à Rome et 20 000 à Milan.

Ce sont surtout des militants du PRC qui ont accompli les tâches organisationnelles préparatoires. Les drapeaux de ce parti étaient de loin les plus nombreux.

Un message de Fidel Castro a été lu aux deux meetings qui ont conclu les manifestations.★

Alfa Roméo a parlé à la tribune officielle), mais en même temps il y a des manifestations clairement caractérisées (à Milan, à la fin de la manifestation commune, un cortège distinct a réuni plus de 30 000 personnes alors qu'à Rome une manifestation convoquée par des Cobas, la Confédération unitaire de base (CUB, et des auto-organisés, quelques heures après celle des syndicats confédéraux, a eu environ 50 000 participants).

Aujourd'hui, on s'interroge de plus en plus sur les prochaines phases du mouvement : comment la lutte pourrait et devrait-elle continuer ? Que fera le gouvernement ? Quelle sera l'attitude des centrales syndicales et comment les secteurs syndicaux les plus radicaux au sein des centrales et en dehors d'elles, pourront-ils intervenir ?

La bataille doit continuer

Ne risquons pas de prévisions qui apparaissent aujourd'hui particulièrement difficiles. Le gouvernement a esquissé des concessions tactiques que des syndicats considèrent à juste titre tout à fait insuffisantes. Pour Berlusconi, il est difficile de faire des concessions plus substantielles. Dans le contexte de crise presque permanente que connaît son gouvernement, son principal point de force réside dans le consensus exprimé par les patrons italiens sur la loi de finances, y compris les moins enthousiastes à son égard, ainsi que les potentats économiques internationaux. C'est pourquoi il ne veut pas risquer de mettre en danger ce consensus, à moins d'être obligé de céder par un mouvement encore plus puissant que celui qui s'est

développé jusqu'ici, capable de remettre tout en discussion. Voilà l'essentiel : une telle dynamique est-elle possible ?

Il est incontestable qu'aux yeux des protagonistes le 14 octobre n'est pas un aboutissement, mais une première étape d'une bataille qui doit continuer. Les bureaucraties syndicales elles-mêmes ont échelonnées) qui déboucheront sur une manifestation nationale d'un million de travailleurs le 12 novembre à Rome. Tout cela ne sera pas sans doute suffisant à l'emporter dans un affrontement si important qui, dans un sens ou dans l'autre, va peser énormément sur les développements futurs de la situation.

Vers la crise politique ?

La question se pose de savoir comment aborder les nouvelles phases de lutte, comment adopter des formes de mobilisations plus radicales, comment organiser des grèves y compris générales et prolongées et des occupations d'usines éventuelles, etc. Il faut en même temps définir le rôle que pourront jouer des secteurs d'avant-garde, au sein des syndicats ou en dehors d'eux, pour éviter que la lutte se termine par des compromis démoralisants et pour que la lutte puisse éventuellement continuer même dans le cas d'une reddition des bureaucrates confédéraux.

Il faut toutefois, souligner que le talon d'Achille même de ce mouvement extraordinaire réside dans l'absence persistante d'une alternative globale. Sur ce terrain,

rien n'a changé par rapport à la situation qui a précédé et immédiatement suivi les élections du mois de mars 1994. Le «pôle progressiste» ne peut plus compter sur des formations mineures en crise (dont le Réseau) ou en régression modérée (l'Alliance démocratique). Le parti le plus fort, le Parti démocratique de la gauche (PDS), se préoccupe beaucoup plus de débayer le terrain pour la formation d'une alliance stable avec le centre, le Parti populaire italien (PPI) en premier lieu, que de relancer l'ancien bloc électoral : il poursuit cet objectif par un déplacement à droite aussi bien tactique que stratégique. Pour sa part, le Parti de la refondation communiste (PRC) n'a pas réussi à combler son vide stratégique, comme l'admet son secrétaire Fausto Bertinotti lui-même, et vit au jour le jour sur le terrain tactique dans la perspective illusoire d'un recentrage à gauche du PDS.

Il va de soi que, si le mouvement en cours continuait et, à plus forte raison, s'il remportait un succès, une crise politique s'ouvrirait à tous les niveaux. Une solution à gauche, du point de vue du mouvement ouvrier, n'existe pas à l'heure actuelle et, qui plus est, ne semble pas s'esquisser à une échéance prévisible. Voilà l'impasse de la situation italienne, qui subsiste en dépit des potentialités qui ont émergé lors de ce nouvel automne chaud.★

Rome, 22 octobre 1994.

IWA : convoi spécial pour Tuzla

En novembre des élections municipales auront lieu en Bosnie. Pour la ville de Tuzla l'enjeu est d'importance. Les forces antinationalistes sauront-elles conserver la mairie ? Dans ce contexte International Workers Aid organise un convoi spécial vers Tuzla. Avec le but d'assurer un soutien matériel et politique aux forces de la tolérance.

International Workers Aid (IWA), initiative européenne syndicale pour soutenir une Bosnie multi-ethniques, (à laquelle participent les sections européennes de la Quatrième internationale), fournit depuis octobre 1993 une aide matérielle à la ville de Tuzla. Plus de 160 tonnes de vivres ont pu être livrées jusqu'à maintenant. Ce qui est un exploit quand on sait que l'IWA est exclusivement financée par des dons et que les organisateurs/trices et participant(e)s risquent leur vie.

Les élections municipales de novembre 1994 engagent l'avenir de la Bosnie en bien des points de vue. L'envoi d'un convoi spécial vers Tuzla a comme but de mettre l'accent sur la solidarité politique avec tous ceux qui défendent une existence commune et solidaire entre les différents groupes, malgré le blocus des milices serbes.

Aujourd'hui les salaires sont loin d'être suffisants pour garantir le minimum nécessaire quotidien. Avant la guerre la moyenne des revenus se situait aux environs de 3 000 francs français, maintenant elle est de 15 FF. Au marché noir, omniprésent, il faut payer en marks. La majorité de la population subsiste grâce à la vente, pièces par pièces, de son avoir privé.

Dans cette situation de manque et de pauvreté l'hygiène élémentaire est essentielle. Un savon ou un shampoing représentent bien plus que des articles de toilette. Ils deviennent un rappel de la normalité et un moyen pour réaffirmer sa dignité et sa confiance en soi. Dans cet ordre d'idées le convoi spécial pour Tuzla, initié par IWA-Autriche, transportera entre autres des articles d'hygiène. L'essentiel est évidemment la réaffirmation d'une solidarité effective, antinationaliste, ouvrière. La promotion d'une solution multi-ethniques reste la seule alternative à la guerre et aux nettoyages ethniques.★

La Slovaquie à la croisée des chemins

Contrairement à leurs riches voisins tchèques, les capitalistes slovaques trouvent l'introduction du capitalisme difficile. Lors des élections de 30 septembre et du 1er octobre les électeurs ont rejeté un gouvernement néo-libéral au profit des partis les plus favorables à l'interventionnisme et à la voie de la réforme sociale. Un résultat similaire dans les élections de 1992 en Tchécoslovaquie avait fait éclater la fédération. Cette fois-ci les boucs émissaires extérieurs n'existent pas, et quelque soit le gouvernement en Slovaquie, il devra compter avec la polarisation et l'amertume de la population. Il sera surtout confronté à la récente formation de l'Association des travailleurs, ainsi qu'à un mouvement ouvrier nostalgique mais défensif, qui détient l'équilibre du pouvoir dans le nouveau parlement.

Adam NOVAK

Bien qu'ils n'aient jamais gagné une élection, le Parti néolibéral de Slovaquie et le Parti chrétien démocrate ont profité deux fois de la scission du plus grand parti, le large mouvement du centre-gauche pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de Vladimir Meciar pour former des gouvernements impopulaires qui ont fait passer des politiques de réformes du marché. Depuis qu'ils ont fait adopter une motion de censure le 11 mars, le gouvernement des néo-libéraux, les chrétiens démocrates et l'ancien Parti communiste de la gauche démocratique (SDL) avaient essayé de reproduire la privatisation par actions qui avait eu du succès chez les Tchèques, mais leur réforme a été victime du retard bureaucratique et entahée par des accusations de corruption. L'aide



Vladimir Meciar,
dirigeant du HZDS.

étrangère ne s'est pas matérialisée. L'investissement étranger direct depuis 1989 s'élève seulement à 1,1 milliard de dollars (20 % du niveau, par habitant, de l'investissement étranger dans la République tchèque). Le chômage est de 14,5 % nationalement et jusqu'à 20 % dans certaines régions (la moyenne tchèque est de 4 %). Bien que l'économie se soit maintenant remise du choc de la partition du 1er janvier 1993 de la Tchécoslovaquie, l'économie est encore faible, et les observateurs occidentaux mettent en garde sur les inévitables «démarches de restructuration» qui sont encore à faire. La décision de réduire les prix de l'essence, de la pomme de terre et de la viande annoncée la veille de l'élection par le gouvernement de droite n'a pas suffi à convaincre la population que des réformes rapides amèneraient des résultats.

Rejet de la droite

Le parti de l'ancien ministre de la privatisation Ivan Miklos n'a même pas réussi à franchir la barre de 5 % pour rentrer au parlement. Par conséquent, les partis de l'aile droite devraient s'allier avec les anciens communiste et avec, le parti nationaliste hongrois ou le parti nationaliste slovaque pour avoir une majorité. Ceci ne serait pas un mandat pour les réformes qu'ils veulent et les obligerait à prendre parti dans la tension nationale croissante entre les chauvinistes slovaques et la minorité hongroise vivant près de la frontière du Sud du pays. Le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) populiste, dirigé par l'ancien premier

ministre Vladimir Meciar, a conservé le soutien d'un tiers de l'électorat. Au gouvernement et dans l'opposition Vladimir Meciar a habilement défendu la nécessité d'une politique interventionniste capitaliste d'Etat. Presque seul sur la scène politique slovaque, il s'est opposé aux politiques néo-libérales imposées à la Slovaquie par les principaux partis tchèques qui dominaient l'ancienne fédération (1). A juste titre, Meciar prédisait qu'un marché incontrôlé serait un désastre pour la Slovaquie, industrialisée seulement sous le régime stalinien, abritant la plus grande partie de l'industrie lourde de la Tchécoslovaquie et lourdement orientée vers les clients de l'Est. Il a été mis à l'index pour avoir critiqué la décision du président Vaclav Havel en 1990 d'abandonner la production d'armes tchécoslovaques (qui était basée pour les deux tiers en Slovaquie) (2). Les revendications du HZDS pour une «voie slovaque» dans la politique économique étaient particulièrement populaires dans les petites villes et les villages (3) et chez les travailleurs et les personnes âgées.

1) En 1991 la Tchécoslovaquie avait une population de 15,7 millions d'habitants : 10,3 millions dans la République tchèque, et le reste (y compris 530 mille hongrois) en Slovaquie.

2) Les ventes d'armes représentaient environ 12 % des recettes en devises à la fin des années 80. Si les ventes avaient continué au même rythme les armes représenteraient 20 % des recettes de la Slovaquie. Alors que l'industrie d'armement tchèque, hautement rentable avait été relancée après l'indépendance les usines d'armement de la Slovaquie sont silencieuses. Certaines ont même été vidées de leurs machines, d'autres sont engagées dans des programmes de reconversion mal pensés, suggérés par des ONG françaises, britanniques et américaines utilisant des fonds fournis par ces mêmes gouvernements qui ont pris sur le marché mondial des armes la place que les marchandises slovaques occupaient.

Les élections en chiffres

Les partis	1992	1994 en %	Sièges
Association des travailleurs (ZRS)		7,3 %	13
Choix commun (SDL)	14,7	10,4	18
HZDS	37,3	35	61
Démocratie chrétienne	8,9	10,1	17
Union démocratique (DU)		8,6	15
Parti national slovaque	7,9	5,4	9
Coalition hongroise		10,2	17
Listes obtenant moins de 5 %		13,1	-

Taux de participation en 1994 : 76 % des électeurs inscrits (le vote n'est pas obligatoire).

Nationalisme

Il y a des partis nationalistes hongrois et slovaques en Slovaquie. Leur rôle actuel et potentiel est tout à fait différent. Trois partis catholiques nationalistes recueillent plus de 90 % dans la minorité ethnique hongroise du Sud du pays (12 % de la population). Ils cherchent à défendre les droits importants dans le domaine de l'éducation et de la langue accordés aux minorités sous le régime stalinien, maintenant menacés par les gouvernements successifs de Bratislava. Tandis que le climat d'intolérance s'aggrave les dirigeants de la minorité réclament plus fortement leur autonomie. Jusqu'à ce que ces revendications soient satisfaites il y aura peu de possibilité d'organiser les Hongrois sur autre chose qu'une base nationale.

Le parti national slovaque est tout à fait différent. Sa nostalgie d'un passé slovaque mythique et la fascination pour l'Etat fasciste fantôme de 1938-1944 ne signifient pas grand chose pour la plupart des Slovaques des villes. Le fait de rendre les Hongrois et les Tchèques responsables de tous les malheurs du pays leur a permis de se faire une place aux marges de la vie parlementaire, mais ils ne sont pas du tout la force dominante que la presse étrangère présente. L'extrême droite dans son ensemble est moins populaire que dans la République tchèque voisine.

Meciar s'est construit une image de dirigeant nationaliste, qui se méfie du marché et du capital étranger. En fait, sa politique économique est largement similaire de celles appliquées dans les pays voisins : Pologne, Hongrie et la République tchèque. Il a fait tout ce qu'il a pu pour maintenir l'union douanière avec la République tchèque, qui écoule toujours 30 % des exportations slovaques, principalement

matières premières et produits semi-finis, pour les transformer et les réexporter à l'Ouest. Et sa décision de dévaluer la couronne slovaque de 10 % par rapport à la tchèque quand l'union monétaire s'est effondrée en février 1993, est maintenant acceptée dans les milieux d'affaires qui prédisent un excédent de 15 milliard de couronnes slovaques dans les échanges avec la République tchèque cette année, laissant le pays avec un déficit commercial global acceptable de seulement 1 milliard de couronnes (4). La dévaluation est la suite de celle de 45 % en 1990, qui a mis les salaires tchécoslovaques aux trois quarts du niveau polonais ou hongrois. Une compétition aussi destructive n'est pas seulement un signe de faiblesse, mais la conclusion logique pour des pays d'Europe centrale avec des structures industrielles similaires qui font de la sur-enchère l'un contre l'autre pour obtenir des commandes occidentales sur la base d'un coût avantageux avec une force de travail qualifiée et non organisée.

Les attentes sociales seront plus fortes sous Meciar mais sa politique est essentiellement la même que celle de ses détracteurs néo-libéraux, présentée de façon autoritaire et paternaliste plutôt que technocratique.

La gauche

Le conflit entre Meciar et la droite avait, jusqu'à ces élections, profité au parti de la gauche démocratique (SDL), modéré, ancien parti au pouvoir transformé en un parti démocratique large soutenu par d'anciens membres du Parti communiste et d'autres qui rejettent les réformes actuelles (5). Mais bien que la gauche dans son ensemble ait progressé en voix dans ces élections, le SDL a payé très cher

sa participation au gouvernement anti-Meciar et les concessions consenties aux réformes économiques en échange d'une politique sociale légèrement plus généreuse et d'un soutien plus important aux entreprises clé financièrement en difficulté. Ayant recueilli la moitié des voix qu'ils espéraient, des députés ex-staliniens comme Pavol Kains envisagent maintenant de changer la politique sociale démocrate du parti Peter Weiss, et d'entrer dans une coalition avec le HZDS, qu'ils considèrent comme moins démocratique, mais plus sensible aux besoins sociaux que le gouvernement ouvertement droitier de Jozef Moravcik.

Les partis sociaux-démocrates ont déjà subi de tels revers auparavant. Ce qui vaut la peine d'être noté

en Slovaquie c'est que les voix perdues par le SDL ne sont pas allées seulement à la vague coalition centriste de Meciar, mais aussi à l'Association des travailleurs de Slovaquie (ZRS) constituée seulement au printemps 1994, qui a obtenu 7,3 % des voix et 13 des 150 sièges. Une coalition spontanée de groupes de vieux travailleurs déçus, la ZRS mélange des revendications ouvrières et populistes, combinant un refus absolu des fermetures d'usines et des augmentations de prix avec des revendications réactionnaires, comme une loi pour «mettre hors-la-loi le chômage et punir les oisifs», ou des mesures pour restreindre l'usage de la langue hongroise ethniquement mixte.

Le développement de cette formation volatile est d'une importance cruciale dans le développement d'une opposition démocratique et socialiste aux réformes du marché. D'un côté, la ZRS est si peu structurée que même si la direction est investie exclusivement dans l'activité parlementaire, et devient plus modérée, chaque grève et polarisation sociale feront émerger de nouveaux porte-parole radicaux dans l'association à un niveau local. Mais à moins qu'un groupe de dirigeants soit capable d'articuler des politiques alternatives à la place des revendications défensives à court terme, l'association pourrait dériver vers le réalignement «rouge-brun» des staliniens nostalgiques représentés par le parti national slovaque (SNS).★

3) Les trois quarts de la population vivent dans des villes de moins de 50 mille habitants.

4) Les exportations de cette année dépasseront 113 milliards de couronnes slovaques.

5) Cette transformation est basée sur la réinscription, demandant aux membres de faire un choix actif pour rester dans le parti, la purge des dirigeants staliniens mais la tolérance des électeurs et des adhérents staliniens et la politique social-démocrate imposée par la jeune direction.

Les raisons de poursuivre la lutte

DOSSIER

Nous reproduisons ci-dessous, la version adaptée d'un article publié dans le journal du Parti des travailleurs (PT) *Brasil* Agora, n°65.

Antonio MARTINS

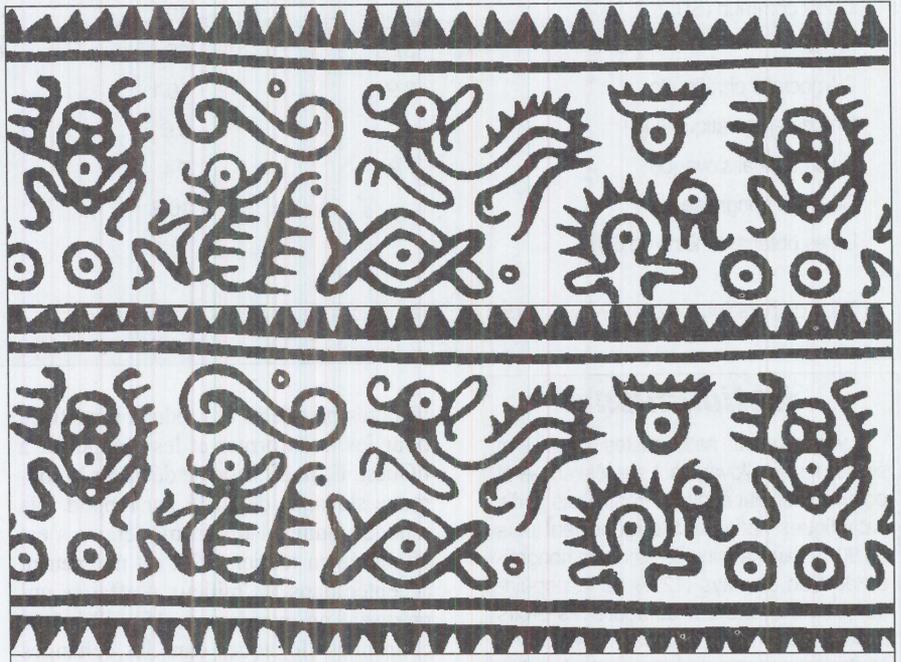
Pour mettre en œuvre un programme très voisin de celui de Collor, le nouveau président a besoin du soutien de la gauche. Et il est certain qu'il pourra l'obtenir.

Cela n'étonne personne. Passées les élections, Fernando Henrique — FHC — déploiera des efforts de plus en plus fréquents pour que la population ne se rappelle pas ce qu'il a écrit dans le passé. Les hommes politiques et les journaux conservateurs écriront de même des discours et des articles quotidiens pour exhorter la gauche à joindre ses efforts à ceux du gouvernement, ou à exercer une «opposition modérée». De par les circonstances historiques, FHC a besoin de la gauche pour appliquer son programme. Avec davantage de voix, davantage de députés et peut-être ses premiers gouverneurs d'Etats — et donc davantage de responsabilités —, mais sans disposer d'un projet pour le pays, la gauche sera obligée de se rallier, pensent les conservateurs, inspirés par les exemples internationaux.

● **Cinq ans après, les élites soutiennent encore le programme de Fernando Collor.**

Cinq ans après l'élection de Collor, et deux ans après son *impeachment*, les élites brésiliennes restent tributaires du programme du président destitué. Collor, dont les puissants ne voulaient pas mais qu'ils durent avaler, a voulu l'appliquer à coups de *yippon*, et il a échoué. FHC, autour de qui s'est regroupée une coalition conservatrice comme on en a rarement vu en ce siècle, essaiera de recourir à l'arme du consensus. Le chemin est long, et le succès n'est pas assuré.

Elu grâce à la stabilisation fugace qu'a permise le Real, le nouveau président pré-



tend éviter à tout prix que le plan prenne l'eau dans les premiers mois, et entraîne dans son naufrage la popularité du nouveau gouvernement. Sa première arme est de poursuivre la politique économique actuelle.

Début octobre, le ministre des Finances, Ciro Gomes s'est rendu à Madrid à la 49ème réunion annuelle du FMI et a remis personnellement au directeur du Fonds, Michel Camdessus, le «Memorandum on Economic Policy», un document qui dresse un bilan des premiers mois du Real et les plans pour 1995. Le texte est clair. Pour contrôler l'inflation, le Palais de Planalto (le siège du gouvernement brésilien) prétend maintenir des taux d'intérêt élevés, ce qui implique de transférer dans l'année qui vient près de 10 billions de dollars du Trésor vers ses créanciers — des gens qui jouent dans les «milieux financiers». Comme ces dernières années, les versements aux grands monopoles seront réalisés au prix de la chute brutale des investissements de l'Etat dans les infrastructures et les services sociaux — santé et prévoyance en particulier.

● **Pour sauver le Real, de l'argent pour les «milieux financiers» et des coups contre la prévoyance et la santé.**

Ce n'est pourtant pas suffisant pour les

plans de FHC. Ciro Gomes lui-même a admis à Madrid que le Real ne survivra pas sans «réformes structurelles» — et les premières concernent la prévoyance, le régime des impôts et les relations fiscales entre l'Union et les Etats ou les municipalités. Tout cela signifie des réformes constitutionnelles compliquées et coûteuses. Entre autres choses, le Planalto propose de mettre fin au système des retraites, la privatisation partielle de la prévoyance et le transfert aux Etats des responsabilités du gouvernement fédéral en matière de santé et d'éducation. Les conflits que cela créera avec les retraités et les gouverneurs ne sont pas négligeables, et c'est pour cela que le futur président hésite sur l'époque la meilleure pour faire passer ces réformes.

Fernando Henrique et les forces qui l'ont porté à la Présidence misent sur un afflux important de capitaux étrangers, qui leur permettraient de lancer un programme ambitieux d'investissements et de modernisation, comparable à celui de Juscelino Kubitschek. Il y a d'autres obstacles sur ce chemin. Les marchés financiers internationaux se caractérisent de fait, depuis quelques années, par une abondance de capitaux. Mais il ne s'agit pas pour autant de ressources philanthropiques. Pour en bénéficier, le pays doit aliéner son patrimoine (et, dans un certain sens, sa propre souveraineté), et forcer les travailleurs à

accepter des conditions de travail encore plus inhumaines qu'aujourd'hui. L'argent «de l'extérieur» viendra en quantité, en premier lieu, s'il peut avaler les entreprises nationalisées les plus lucratives.

● **Le capital étranger exige les entreprises nationalisées les plus lucratives. FHC est prêt à les lui livrer.**

Fernando Henrique est disposé à les lui livrer. Il défend ouvertement la «flexibilisation» des monopoles d'Etat sur le pétrole et les télécommunications, ce qui résulte plus avantageux pour les investisseurs étrangers que la privatisation. Il est également prêt à supprimer de la Constitution les articles qui protègent les ressources minières, et à privatiser l'entreprise minière d'Etat Vale do Rio Doce, extrêmement lucrative. Rien de cela, pourtant, ne peut se faire sans une réforme constitutionnelle. Les deux premières tentatives de révision de la Constitution en 1993-1994, la première lancée par Collor, la suivante par les élites coalisées, ont échoué face à la mobilisation conséquente des syndicats qui représentent les secteurs affectés — en particulier dans l'industrie pétrolière et le téléphone.

Les capitaux étrangers pourraient aussi affluer sous la forme d'investissements des multinationales, intéressés à prendre pied dans le pays ou à y étendre leurs activités. Du point de vue de la mentalité néolibérale, cependant, le Brésil a des années lumières de retard sur les pays d'Asie, d'Europe et même d'Amérique du sud où les multinationales se sont déployées. Pour les attirer, il faut balayer les droits sociaux des travailleurs, en liquidant les droits inscrits dans le code du travail et en «flexibilisant» les relations de travail. L'Espagne en est passée par là il y a quelques années. Le résultat le plus visible en est un taux de chômage autour de 25 % de la population active. La révolution industrielle authentique que connaît le monde capitaliste, il est bon de le rappeler, a pour conséquence, en tous lieux, d'énormes vagues de licenciements, et une augmentation impressionnante des inégalités. Les travailleurs brésiliens seront-ils prêts à accepter une pareille «modernité» ?

● **Le Parti des travailleurs (PT) acceptera-t-il un rôle d'appoint dans les réformes néolibérales ?**

Les difficultés des forces qui ont gagné les élections commencent avec les propres divergences au sein des secteurs dominants. La droite et le centre, les secteurs archaïques et les secteurs «modernes» du patronat se sont unis pour



battre Lula au second tour en 1989 et en 1994. Mais ils n'ont pas été capables de s'unir pour soutenir le programme «collo-rido», et rien n'assure qu'ils s'uniront derrière Fernando Henrique. Les secteurs patronaux qui tirent parti du modèle de développement inauguré dans l'après-guerre feront-ils gracieusement de la place à ceux qui veulent chevaucher la vague néolibérale ?

Des partis comme le PMDB (de centre-droit) ou le PPR (parti de droite qui a accueilli la plupart des hommes politiques de l'époque de la dictature), qui ont un nombre d'élus significatifs, seront-ils prêts à partager la responsabilité des mesures impopulaires du gouvernement sans partager les bénéfices du pouvoir ? Tenu par son propre programme de gouvernement à essayer d'infliger de graves défaites aux travailleurs, et à mener des négociations hautement complexes avec des secteurs de la classe dominante, FHC a besoin du PT et des autres partis de gauche. Il n'est même pas besoin qu'ils participent au gouvernement. S'il s'avérait possible de les domestiquer, de les pousser à se limiter à une opposition fragile et cosmétique, de les convaincre de ne pas mettre en cause les «réformes structurelles», alors il serait possible de donner un air de respect et de légitimité aux mesures impopulaires du Palais de Planalto, et d'obliger les partis conservateurs qui ne font pas partie de la coalition victorieuse à s'aligner derrière elle. ★

Déclaration du PT

Le Parti des travailleurs participe au second tour dans l'intention de l'emporter dans les cinq États où nous disputons directement les élections (Rio Grande do Sul, District fédéral, Espírito Santo, Sergipe et Amapá) et de peser sur la décision dans tous les autres. Ce faisant, nous visons au renforcement du camp démocratique et populaire, pour développer son opposition au gouvernement central et à son projet néolibéral. La tactique électorale lors du second tour doit être l'occasion de replacer au centre de la scène politique la lutte pour les réformes structurelles, de chercher à mettre en échec le soutien au projet néolibéral dans les États et à créer des fissures dans le camp adverse.

Devant la réalité politique différente de chaque État et étant donné l'hétérogénéité du parti, la direction nationale délègue aux directions régionales le pouvoir de décision sur les formes de notre participation au second tour, en tenant compte des critères suivants :

- ▶ notre opposition au gouvernement fédéral ;
- ▶ la priorité des campagnes du Rio Grande do Sul, du District fédéral, de l'Espírito Santo, du Sergipe et de l'Amapá ;
- ▶ aucune alliance avec des partis de droite ;
- ▶ d'éventuels soutiens au second tour à des candidats extérieurs au camp démocratique et populaire ne doivent pas impliquer de participation ou d'engagement vis-à-vis des futurs gouvernements d'État★

Lendemain de défaite

DOSSIER

Le texte suivant est une contribution de la coordination nationale de la tendance Démocratie socialiste (DS) du Parti des travailleurs (PT) au nécessaire débat que doit mener le parti après les résultats des élections du 3 octobre 1994 et en particulier ceux de la présidentielle.

DOCUMENT

Après notre défaite à la présidentielle de 1989, le PT s'est mis à travailler dans l'optique d'une victoire possible en 1994. Nos bilans de l'époque concluaient à la «nécessité d'un saut qualitatif dans le mouvement démocratique et populaire brésilien» sans lequel il nous serait impossible de sortir victorieux de la lutte pour le gouvernement central, une bataille qui concentre les intérêts de classes fondamentaux de la société brésilienne. Consciente de ce qui était en jeu, la bourgeoisie s'est préparée au mieux de ses possibilités et a, pour sa part, réalisé ce saut qualitatif.

Ça n'a pas été notre cas ! Tout au long de l'année écoulée, et malgré les résolutions et les efforts dans ce sens, le PT a relégué au second plan la construction du parti, il n'a pas su alimenter le débat politique par des projets sociaux alternatifs, il n'a pas construit les mécanismes nécessaires pour imposer son hégémonie dans le pays, il ne s'est pas doté d'organes de presse propres, il n'a pas impulsé le renforcement et la politisation des mouvements sociaux et il a connu une baisse d'activité de ses instances. Notre atout majeur dans la bataille électorale a été le prestige important de Lula et la profondeur de notre défaite est la nette démonstration du fait que c'était insuffisant.

Le PT a montré qu'il n'était pas prêt à assumer le niveau d'affrontement requis pour la conquête du gouvernement sur la base d'une proposition de transformation de la société, bataille où il faut se heurter très durement aux forces conservatrices. Nous avons sous-estimé un ennemi dangereux et nous avons surestimé nos propres



forces et celles de nos alliés.

Nous avons tous une part de responsabilité dans les erreurs commises. Il faut dresser aujourd'hui le bilan le plus critique possible afin de tirer collectivement les leçons de cette expérience, pour ne pas les commettre une troisième fois. D'autres courants du parti font déjà, dans les pages de la grande presse et dans un sens diamétralement opposé à ce que nous avançons ici, une analyse qui ne peut qu'aggraver nos difficultés.

Le document suivant est un premier bilan, alors que les résultats du second tour des élections où nous sommes présents — pour les gouverneurs du District fédéral et des États de Rio Grande do Sul, Espírito Santo, Sergipe et Amapá — peuvent encore venir atténuer l'ampleur de notre défaite. Notre tâche principale, jusqu'au 15 novembre 1994 est de nous battre pour la victoire dans ces États.

Le sens des résultats

Lors du scrutin du 3 octobre 1994, la gauche en général — et le PT en particulier — a subi une rude défaite électorale mais surtout politique. Le résultat de ces élections marque un changement qualitatif du cadre politique national, et oblige à une profonde modification des références avec

lesquelles travaillait le PT jusqu'à présent. Le nœud de ces changements est le nouveau rôle rempli par le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) (1).

Il s'agit d'une défaite non seulement parce que la bataille a été remportée dès le premier tour par la coalition du PSDB, du Parti du front libéral (PFL) et du Parti travailliste brésilien (PTB), mais aussi parce que le Front Brésil populaire n'avait toujours pas, jusqu'à la fin, défini une ligne politique claire (2). Cette déroute est très importante : c'est la sortie — par une alternative démocratique et populaire ou par le projet néolibéral — de la crise nationale que traverse le pays depuis 1980 qui était en jeu.

Une défaite importante

Le gouvernement Lula était l'instrument concret et la condition nécessaire

1) Le PSDB, contrairement à ce que son nom indique, n'est pas lié au mouvement démocratique et populaire, et se situe entre la social-démocratie et le libéralisme. C'est de ce parti que vient Fernando Henrique Cardoso, l'auteur du plan «Real».

2) Le PFL est un parti fortement identifié à la dictature militaire. Il avait dans un premier temps un candidat à la présidence en la personne de Paulo Maluf (ex-gouverneur de l'État de São Paulo) qui a dû se retirer devant le degré d'unité des forces conservatrices en faveur de Fernando Henrique.

Le PTB est un petit parti de droite dirigé par un riche banquier.

pour jeter, à l'échelle du pays et de la gauche internationale, de nouvelles bases pour un développement alternatif antagonique au projet néolibéral. Le peuple et la gauche brésilienne ont subi là une importante défaite, dont la portée ne doit pas être sous-estimée. Il y a des risques pour que soit ainsi refermée une période de l'histoire du pays.

► Le bourgeoisie est aujourd'hui bien mieux placée qu'avant pour promouvoir son projet de «développement» pour un tiers de la population (en accentuant l'exclusion des deux tiers restants) ; la tendance dominante est donc à l'intégration du Brésil dans la «normalité» néolibérale du capitalisme contemporain.

► Mais il s'agit-là seulement d'une tendance parce que l'ajustement néolibéral est un processus long et conflictuel (comme cela se vérifie en Argentine, au Chili et au Mexique), qui rencontrera une grande résistance sociale, d'autant plus grande si l'on considère l'accumulation d'expériences de luttes et d'organisation des secteurs populaires de la société brésilienne. Le rôle du PT dans l'organisation de cette résistance sera l'élément central pour empêcher (ou non, si nous échouons) l'alignement du Brésil sur les modèles économiques, sociaux et politiques dominants au niveau international. C'est ce qui déterminera l'avenir du pays sur la scène politique.

La nouveauté de la politique nationale est la ré-articulation d'un centre stratégique bourgeois autour de l'alliance du PSDB et du PFL, bien plus cohérent avec les centres impérialistes de décision que la dictature militaire, et témoignant d'un degré inédit d'internationalisation de la classe dominante. Non seulement nous sommes revenus au début des années 90, au programme néolibéral pur et dur affranchi des limites de la faible légitimité de Fernando Collor de Melho, mais en plus nous risquons d'assister à la fin de la crise de direction bourgeoise de l'État et au dépassement des fragmentations du camp bourgeois qui régnaient depuis la fin de la dictature. Les secteurs populaires pourraient perdre là un atout qui a été jusqu'alors décisif dans le maintien de notre espace politique dans le pays.

L'ampleur de la défaite est quelque peu atténuée par le fait que les suffrages recueillis par Fernando Henrique étaient surtout l'expression d'un soutien au plan «Real» — et pas au projet néolibéral,

comme dans la présidentielle au Mexique, même si les médias vont essayer d'accréditer cette thèse. De plus, l'abstention a beaucoup progressé (17,7 %), mais surtout les votes blancs et nuls (11,4 % et 11,8 % respectivement, soit 23,2 % des voix pour la présidentielle contre 42 % du total pour l'élection à la Chambre des députés — 30 % de nuls et 12 % de blancs) ont énormément progressé, ce qui dénote l'aliénation d'une partie importante de la population vis-à-vis du processus politique et une méfiance vis-à-vis des hommes politiques.

Cette défaite pourrait également être atténuée (mais pas annulée) par d'éventuelles victoires au second tour dans le Rio Grande do Sul, à Brasilia et dans l'Espirito Santo. Ces batailles électorales ont jusqu'à présent eu lieu dans un contexte électoral national dominé par nos adversaires. Elles peuvent néanmoins nous permettre de



conquérir des instruments d'action politique importants et d'accroître notre présence politique.

La façon agressive avec laquelle l'appareil d'État a été mis au service d'une candidature, — la législation électorale a été de façon casuistique établie au détriment du PT, les médias, les sondages et en particulier la chaîne Globo ont été utilisés en faveur de Fernando Henrique et le plan «Real» a été appliqué avec des objectifs directement électoraux — prouvent que les règles du jeu ont été violées. Nous n'avons pas assisté à l'«affirmation de la démocratie brésilienne» contrairement à ce qu'ont écrit des éditorialistes de la grande presse (3).

Pourtant, la remise en cause de la légitimité du processus est rendue difficile par l'habileté avec laquelle il a été mené par la classe dominante et par la timidité du PT lui-même dans la dénonciation de ces

fraudes. Nous devons nous y atteler sous peine d'assister à la consolidation de l'ensemble et à une «mexicanisation» de la vie politique brésilienne.

Un test décisif

Ces élections ont néanmoins constitué une bataille de grande ampleur et un test décisif. Nous sommes arrivés à la fin du processus en étant sur la défensive, après avoir commis de nombreuses erreurs et dans une situation de démobilitation de notre frange sympathisante large — ce qui se reflète dans les résultats des urnes. Le PT s'est avéré incapable de conquérir le gouvernement central uniquement à partir du prestige de Lula et par la sous-estimation de la résistance de la bourgeoisie — en négligeant des aspects comme la

construction du parti, la confrontation de projets de société, la bataille idéologique, la coordination et l'animation des mouvements sociaux et l'articulation de notre intervention dans les appareils municipaux avec la bataille politique globale. Etant données les structures de la société brésilienne et les conditions de la lutte de classes en son sein, nous ne pourrions sortir vainqueurs d'un affrontement politique électoral de cette ampleur qu'avec un parti disposant d'une plus grande cohésion et mieux organisé et avec un mouvement social plus actif, plus large et davantage politisé. Nous ne pouvons pas minimiser la défaite en nous basant sur des critères tels que le nombre de parlementaires élus ou le nombre d'États où nous serons

présents au second tour. Et ce, non seulement, parce que ces nombres ont bien moins progressé que ce que prévoyaient toutes les anticipations (4), mais aussi parce que le plus grand potentiel d'intervention dans la bataille politique que représentent ces mandats ne pourra se réaliser qu'avec un renforcement du parti et des mouvements sociaux.

Le rôle central du PSDB

L'élément-clé de notre défaite a été la dynamique politique impulsée par le PSDB. Afin d'empêcher la victoire de Lula, ce dernier a constitué une solide alliance conservatrice, bien plus large que toutes celles des deux dernières décennies

3) Voir *O Estado de São Paulo*, 8 octobre 1994.

4) Le nombre des députés fédéraux du PT est passé de 35 élus en 1990 à 49 en 1994 et celui des députés d'États de 79 à 92 aujourd'hui.

— y compris l'Alliance démocratique qui a fait élire Tancredo Neves et José Sarney en 1984. Le front de 1994 rassemblait non seulement le PFL et le PTB, intimement liés, mais également des partis comme le Parti progressiste (PP) et le Parti libéral (PL) et des personnalités marquantes comme Antônio Brito du Parti du mouvement de la démocratie brésilienne (PMDB) et Jaime Lerner du PDT.

Une résolution de la 8^{ème} rencontre nationale du PT définissait le PSDB comme un terrain en dispute, où prédominait l'idéologie néolibérale, mais qui abritait des secteurs progressistes (5). Ces derniers se sont avérés marginaux et ce parti a subi un changement qualitatif, se déplaçant du centre vers la droite, pour venir consolider la colonne vertébrale de la direction de la bourgeoisie brésilienne, en prenant en main l'application de la politique néolibérale et en tissant des liens solides avec les oligarchies dominantes.

Le PSDB n'est pas l'otage du PFL comme beaucoup de gens dans le PT l'ont affirmé. Les secteurs les plus liés au capital international et à leurs stratégies sont aujourd'hui organisés dans le PSDB autour de Fernando Henrique Cardoso. Le PFL représente la droite d'arrière garde tandis que le PSDB représente aujourd'hui la droite la plus moderne, dynamique et offensive, avec la capacité d'initiative et le projet anti-populaire le plus cohérent, et qui travaille à rétablir une hégémonie plus solide de la bourgeoisie sur la société brésilienne. Le PSDB est devenu notre ennemi principal et le plus dangereux — plus difficile à démasquer que la droite traditionnelle tout en défendant le même projet de société d'exclusion. Nous avons assisté à la constitution d'un centre stratégique de la bourgeoisie, qui avait besoin de polariser jusqu'à certains secteurs du camps démocratique et populaire.

Une application efficace du projet néolibéral au Brésil ne réduit en rien sa nocivité pour la majorité de la population qui est exclue du marché formel du travail. Il s'agit de constituer des îlots de prospérité liés au dynamisme du marché mondial, tandis que dans le reste du pays demeure exclue toute perspective de progrès social et que la majorité de la population est réduite — au mieux — à la dépendance vis-à-vis de l'aide sociale. Cela signifie : accentuer encore plus la fragmentation sociale et les inégalités dans le pays. En ce sens, on peut imaginer que le PSDB — soucieux qu'il est de «gouvernabilité» — va introduire dans le programme néolibéral une plus grande préoccupation pour les questions sociales. Il cherchera à attirer

des secteurs de la gauche à travers des politiques compensatoires et des «programmes de solidarité».

Le PT en prenant appui sur notre programme doit se situer en opposition claire avec le nouveau gouvernement. Ce sera un adversaire d'autant plus dangereux qu'il a des liens plus organiques

avec la bourgeoisie et qu'il a davantage de légitimité aux yeux d'une partie plus grande et plus influente de la société que n'en avait Collor. Une première clarification des positions du parti sur cette question doit intervenir dans le débat sur les consignes de soutien aux candidats des autres partis lors du second tour des élections des gouverneurs d'États. Il faut démontrer que le PSDB ne peut plus être considéré comme notre allié, mais que c'est désormais un courant de droite, bien plus dangereux que la droite traditionnelle.



Les causes de la défaite

Il faut distinguer entre les avancées de la bourgeoisie et nos propres faiblesses, et évaluer la part respective des facteurs conjoncturels et structurels dans ces élections. Nous devons reconnaître que beaucoup d'éléments fondamentaux, structurels — qui se sont accumulés tout au long des cinq dernières années — ont pesé sur notre défaite. Cela ne veut pas dire que l'échec était inéluctable. Il est vrai que nous aurions pu être présents au second tour, et si ça n'a pas été le cas c'est à cause des erreurs que nous avons commises. Et s'il y avait eu un second tour, ses résultats auraient été imprévisibles.

La bourgeoisie a su, bien mieux que nous, tirer les enseignements de l'expérience de 1989.

► Elle a construit autour de la candida-

ture de Fernando Henrique une unité des forces conservatrices inédite dans ce pays (qui a même pu contraindre Maluf, le candidat du PFL, à se retirer).

► Elle a appris à utiliser à fond et habilement les médias.

► Elle a allègrement utilisé la machine d'État au profit de la candidature officielle de Fernando Henrique.

► Elle a bénéficié de contacts internationaux qui lui ont permis de tirer les leçons d'autres exemples d'affrontements électoraux avec la gauche. Elle pouvait compter sur l'assistance directe de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), ainsi que les conseillers électoraux qui ont piloté la campagne de Clinton.

► Elle a imprimé un caractère plébiscitaire à ces élections dès le premier tour.

► Elle a développé tout au long de toutes ces années une puissante offensive idéologique en défense du néolibéralisme et contre toute remise en question de ce dernier.

La construction de l'unité des forces conservatrices, la manipulation des médias, l'utilisation de moyens de l'État n'ont pas à elles seules assuré la victoire de leur candidat. Il leur fallait un argument électoralement fort, un moteur de campagne, un biais pour transformer leur force sociale et politique en voix. Le plan «Real», avec toute la propagande qui y était associée, leur a permis de réaliser cela. Ainsi, si la plus forte unité du camp bourgeois de ces dernières décennies au Brésil a été la raison fondamentale de la victoire de Fernando Henrique, le plan «Real» en a été le principal instrument électoral.

Il ne fait aucun doute que l'affaire a été intelligemment menée : il fallait pour thème central une question très importante et disposant d'une grande popularité (la stabilisation des prix) sur laquelle le gouvernement (le ministère des Finances et la Banque centrale) a une forte prise afin de produire des résultats à court terme. L'inconvénient très net était que de nombreux plans anti-inflationnistes avaient déjà été appliqués sans succès au Brésil. Si cela pouvait alimenter la méfiance et faciliter les accusations d'opération électoraliste, cela a également permis à l'équipe qui a piloté le plan «Real», qui était partie-prenante des autres plans, de pouvoir compter sur une solide expérience. De plus, il s'agissait d'une question où il était possible de s'appuyer sur les

5) Pour une traduction d'extraits de cette résolution, voir *Inprecor* n° 375 de décembre 1993.

6) Sur ce point, voir Carlos Henrique Arabe et José Correa Leite, «Créer les conditions de la victoire» dans *Inprecor* n° 384 d'octobre 1994.



exemples d'autres pays et sur la réflexion internationale alimentée surtout par la BM. Le reflux des luttes sociales depuis 1989 a également pesé dans la balance. La récession déclenchée par l'application des ajustements néolibéraux sous le gouvernement Collor, qui a causé, d'une part, la pire crise sociale de l'histoire du capitalisme brésilien et, de l'autre, l'incapacité du mouvement populaire à combattre cette offensive, a conduit à une énorme réduction du niveau d'activité du mouvement de masse par rapport à la période 1988-1989. La reprise des mobilisations sous le gouvernement d'Itamar Franco s'est faite sur un mode extrêmement faible.

Les erreurs du PT

Des limitations structurelles que le parti n'a pas réussi à dépasser lors des 8ème et 9ème rencontres nationales — où s'est opérée une rénovation de la direction autour d'un axe différent de celui qui prédominait entre 1990 et 1993 — ont contribué à le désarmer dans cette bataille. A aucun de ces moments on n'a discuté de la réorganisation du parti.

Plusieurs erreurs tactiques et d'orientation générale de la campagne que nous avons commises ainsi qu'une certaine distanciation vis-à-vis des résolutions de ces rencontres, ont également pesé très lourd.

Il faut signaler que la majorité des prises de positions de la réunion de la Direction nationale (DN) du PT des 12 et 13 août avaient déjà constaté certains des problèmes que nous soulevons ici et ont conclu à la nécessité d'un changement de cap. Toutefois, le quorum n'étant pas atteint, elle n'a pas pu délibérer ni approuver de résolution et s'est achevée sans suite.

Nous avons, dans le PT, l'impression que la situation politique nous était plus que favorable en mai-juin 1994 alors que ça n'était pas le cas. A l'époque un vide politique était créé par le retrait des candidatures de Sarney et de Maluf et la bourgeoisie était toute occupée au montage de son alliance autour du PSDB, du PFL et du PTB. C'est alors que s'est instaurée une **ambiance triomphaliste**, qu'ont pris corps **des discours sur la victoire dès le premier**

tour et que se sont accentuées les pressions pour élargir notre campagne au maximum le plus tôt possible ; beaucoup d'énergies ont été gaspillées dans la préparation du futur gouvernement Lula.

La campagne de la majorité du parti ne s'est pas faite dans le sens des résolutions des 8ème et 9ème rencontres nationales — qui, elles, étaient axées sur les réformes structurelles, la confrontation de projets de sociétés et la proposition d'une révolution démocratique dans la société brésilienne. Avec un discours à géométrie variable, notre campagne a oscillé entre la ligne des dernières rencontres nationales et une (vaine) tentative de se présenter comme une candidature des pauvres mais cherchant à se ménager la confiance (ou du moins la neutralité) des riches. Cela a été décisif dans la démobilisation des militants.

En outre, Fernando Henrique a également dénoncé la situation sociale à la télévision — allant même jusqu'à montrer la situation de calamité publique de la santé, qu'il a lui-même contribué à créer.

La comparaison avec la campagne du PT dans le Rio Grande do Sul est utile parce que la dénonciation sans concession de l'antenne locale du réseau Globo et l'incapacité du candidat du PMDB, Antônio Brito, à faire face aux accusations de corruption, ont été décisives dans notre travail politique dans cet État.

Certains ont argumenté qu'il ne fallait pas que la campagne présidentielle colle trop aux campagnes pour les élections des gouverneurs d'État — où les candidatures reflétaient les majorités du PT dans les États — qui avaient de faibles indices dans les sondages et qui auraient pu entraîner à la baisse la candidature de Lula. Cela a eu des conséquences désastreuses à São Paulo par exemple, où une plus grande identification de l'image de Lula avec celle de José Dirceu nous aurait peut-être permis d'être présents au second tour — la situation étant dans ce cas aggravée par le fait que des secteurs du parti défendaient publiquement, durant la campagne, le retrait de notre candidature et l'alliance avec le PSDB. Alors que Lula a obtenu 27 % des suffrages exprimés dans l'État, Dirceu n'en a recueilli que 17 % quand il

lui en aurait fallu 22 % pour être présent au second tour.

Depuis décembre 1993, nous assistions à la mise en place du plan «Real» (à l'origine intitulé «plan FHC-2») par le gouvernement et aux tentatives de l'utiliser pour faire de Fernando Henrique Cardoso le président de la République. Il est devenu de plus en plus clair, à mesure que la bourgeoisie se rassemblait autour de Henrique Cardoso, que le plan «Real» serait l'atout électoral de notre adversaire politique principal.

Pourtant, nous n'avons pas été capables d'avancer une proposition de Lula pour le combat contre l'inflation au moment le plus favorable, alors que Lula était en tête dans les sondages et que la monnaie n'avait pas encore été changée. Nous n'avons pas reconnu la question de l'inflation comme l'une des plus importantes de la campagne.

L'effet «Real»

Les divergences entre économistes du parti autour de la concrétisation d'une proposition de stabilisation y ont été pour quelque chose, mais ce qui joua c'est surtout une tendance générale, tant du fait des économistes que de la direction de campagne, à sous-estimer l'impact qu'aurait le plan «Real».

Cette sous-estimation s'est combinée à des divergences et des erreurs d'analyse sur les effets à court terme de l'introduction de la nouvelle monnaie. La vision prédominante était celle défendue, entre autres, par Aloizio Mercadante (le principal porte-parole du parti sur les questions économiques et membre très influent de la Coordination de campagne en matière économique). Cette analyse prévoyait de nombreux problèmes à court terme pour le «Real», notamment une récession et la perception de la part de la population d'une grande perte de pouvoir d'achat. Jusqu'à fin juillet et même début août 1994, on comptait sur un changement de l'opinion de la population «quand elle recevrait son salaire de juillet» (mois d'introduction du «Real», ndlr). Ces divergences d'analyse ne furent progressivement dépassées qu'à partir du début du

mois d'août.

Les difficultés du débat et de l'analyse du plan «Real» dans la direction de campagne ont eu pour effet de doter la campagne d'un discours très contradictoire sur le sujet. D'une part, nous avons commencé à dénoncer l'opération électoraliste, ses effets récessifs, les pertes de pouvoir d'achat et, de l'autre, nous avons laissé entendre que nous poursuivrions le plan. En conséquence Lula n'a pas fait preuve ni de clarté, ni de fermeté et n'est pas apparu comme une alternative fiable sur ce qui a été le thème principal de la campagne.

Une campagne avec de telles caractéristiques nécessite plus que toute autre que nous ayons une direction politique, un état-major capable de réévaluer en permanence la situation et de prendre des initiatives politiques. C'est principalement par là que nous avons pêché.

La direction de la campagne devait être la Coordination de campagne. Cette dernière avait été élue par le DN du PT (et incluait en plus certains membres nommés directement par Lula) et, à partir de juillet 1994, a compté des membres de la direction des autres composantes du Front Brésil populaire. Elle a pourtant été progressivement vidée de tout contenu. Certains de ses membres n'y ont jamais assumé un engagement réel, comme c'est le cas, par exemple, du député José Genoïno, qui en principe était responsable des relations avec le groupe parlementaire ou du politologue Francisco Weffort, qui par ses articles dans la grande presse était étrangement élogieux vis-à-vis de la candidature de Henrique Cardoso. Aucun des deux n'a assisté à la moindre réunion de cette instance.

Par ailleurs, toute discussion sérieuse dans cette instance a été quasi-impossible par le bombardement dans la grande presse, alimenté non seulement par les déclarations formelles de dirigeants et de parlementaires du parti opposés aux décisions qui y étaient prises, mais aussi aux déclarations «officieuses» de dirigeants et responsables qui désavouaient totalement la Coordination. La contradiction entre les débats de la Coordination et les déclarations dans la presse est apparue avec le

plus d'acuité lors de l'épisode du remplacement de Eduardo Bisol (6). Depuis cela, la Coordination ou les instances du parti n'ont jamais réussi à jouer le moindre rôle de direction politique effectif.

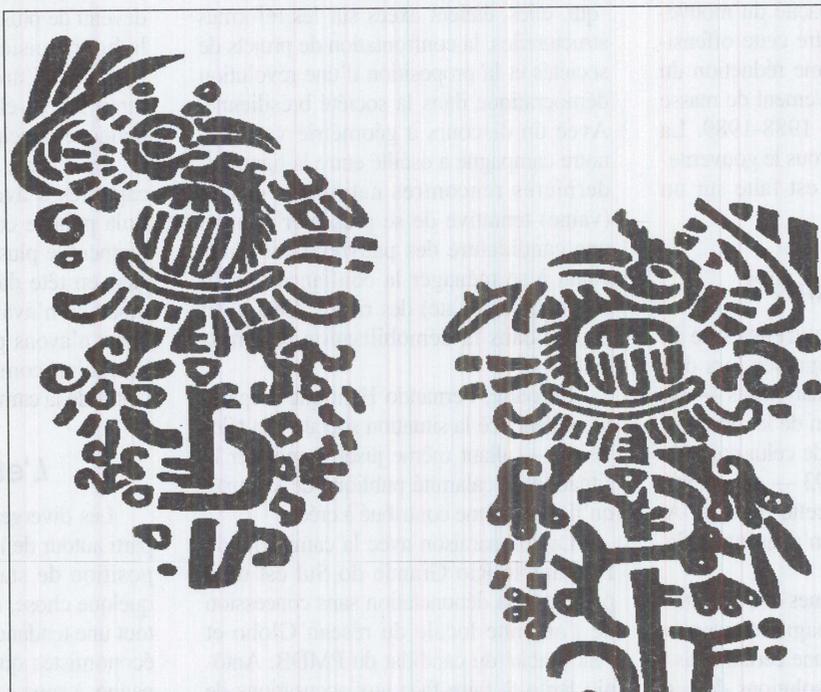
Le problème des alliances

C'est le principal point de grief de la droite du parti contre sa gauche. Le PT aurait, sous la direction de la gauche, mené une politique d'alliance étriquée. C'est tout simplement faux ! Pour ce qui dépendait du PT, toutes les alliances possibles ont été réalisées. Dans les autres cas, ceux avec qui on nous proposait de nous allier ne voulaient pas d'une alliance avec le PT

lourdement nos campagnes.

La confusion dans les relations avec le PSDB remet en cause jusqu'au projet du PT. Ceci a contribué de façon décisive à nous désarmer : l'«allié» d'hier se transformant rapidement en principal ennemi d'aujourd'hui. Henrique Cardoso était déjà le principal défenseur de l'entrée du PSDB dans le gouvernement Collor et est devenu le principal adversaire de Lula à partir du moment où il a pris la charge du ministère des Finances. La force de notre principal adversaire s'est construite sous nos yeux et le PT n'a pas su s'y opposer, parce qu'il continuait à traiter Henrique Cardoso comme un partenaire privilégié.

Les prises de positions qui affirment la nécessité d'élargir notre présence dans les classes moyennes en modérant nos propositions ignorent les chiffres, comme c'était déjà le cas en 1989. Nous avons perdu parce que nous n'avons, une fois de plus, pas été capables de nous adresser de façon conséquente à l'immense majorité de l'électorat, les «sans chemises» qui ont porté Collor au pouvoir en 1989, les masses populaires inorganisées. C'est cette même majorité d'exclus, illusionnée par le «Real», qui a permis l'élection de Henrique Cardoso.



Les limites du PT

Ces élections ont été l'occasion d'un test pour le parti, aiguissant ses contradictions et mettant en lumière ses limites. Le résultat est préoccupant si on conçoit le PT comme un instrument de construction d'une alternative à l'hégémonie du capitalisme néolibéral et de démocratisation radicale de la société brésilienne. Cette bataille électorale a révélé une dilution de la perspective socialiste du parti. Elle a également fait montre d'une compréhension partielle et fragmentée de ce qui était défini comme l'axe central de notre programme : rendre la citoyenneté universelle. Cela s'est traduit par un discours abstrait, comprenant certaines propositions pour les salariés, insérés dans le marché et ayant accès aux services sociaux, couplé à une rhétorique générale destinée à la majorité de la nation, les exclus. Les majorités

ou bien imposaient des conditions inacceptables. C'était le cas dans l'État de Paraíba, où le soutien à Mariz impliquait une alliance avec Ronaldo Cunha et Humberto Lucena et où le candidat du PT, bien qu'il ait été systématiquement torpillé durant toute la campagne par un large secteur du parti, a finalement obtenu 7 % des suffrages.

Une autre discussion a eu lieu, sur un type d'alliance où nous abandonnerions notre projet politique pour nous placer en position de partenaire subordonné de courants bourgeois hégémoniques. C'était le cas de la proposition visant à retirer notre candidature à São Paulo pour soutenir Mário Covas (le candidat du PSDB). Les tentatives pour mettre en place ce type d'alliance, une option extrême et non viable sans un reniement total du PT, ont fini par peser contre nous et par grever

réelles, les femmes et les Noirs, et les minorités importantes comme les homosexuels et la jeunesse, n'apparaissent pas dans le projet que nous renvoyions réellement à la société. Pour finir, les concessions faites aux forces conservatrices comme la hiérarchie de l'Église catholique et les Forces armées, ont révélé un discours ambigu, avec un contenu distinct suivant le public auquel il s'adressait.

Au cours de la bataille électorale les structures du parti se sont liquéfiées, littéralement diluées dans des comités de candidatures inclusifs. Le verdict des urnes est révélateur de la démobilisation des couches militantes, qui, pendant cinq années, ont été traités par la presse et par une partie du groupe parlementaire de «bureaucratie partidaria». La dispersion politique et idéologique du camp «pétiste» est alimentée par l'absence d'une presse propre au parti. Notre base sociale, mais également nos couches militantes ont comme seule source d'information la presse bourgeoise, qui a saisi toutes les occasions pour saper l'unité et la cohérence du parti, pour alimenter les intrigues et renforcer les positions qui l'intéressent, même si leur importance était minime dans le PT. Et même notre droit d'expression gratuite à la télévision dans le cadre de la campagne électorale officielle a été bafoué.

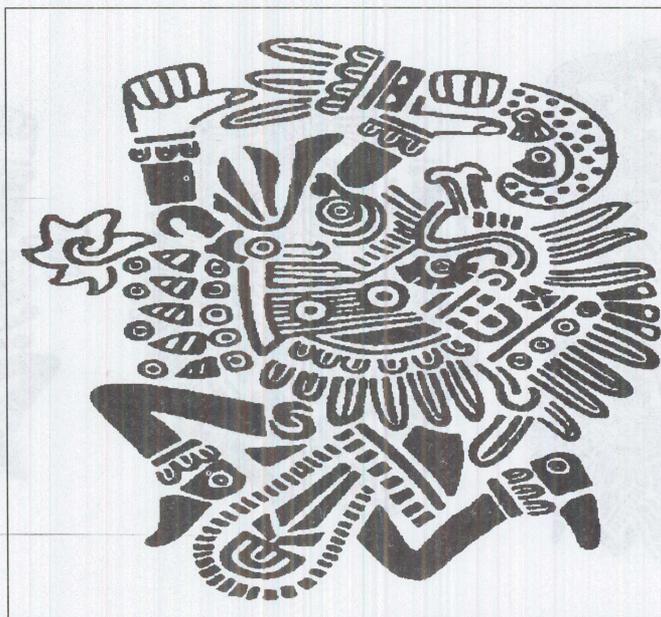
Les relations de la direction du parti avec la fraction du PT au Parlement fédéral sont un vieux problème jamais résolu. Durant le débat sur la révision constitutionnelle la direction a su défendre les positions du parti face à un groupe parlementaire au prix d'innombrables efforts et d'une longue et dévastatrice polémique par voie de presse. Les déclarations médiatiques intempestives de parlementaires de premier plan du PT ont pesé négativement sur notre campagne électorale à des moments-clés — comme lors de la discussion sur Bisol ou encore dans la dernière ligne droite quand certains ont affirmé qu'«au second tour, ils iraient eux-mêmes diriger la campagne».

Le PT traverse un processus encore inachevé de redéfinition de sa direction : un changement, amorcé lors de la 8ème rencontre nationale du parti de juin 1993, a permis une opposition plus ferme du parti au gouvernement d'Itamar Franco et à la révision constitutionnelle. Mais la majorité de la direction ne disposait pas de l'unité politique et de la force suffisante pour

mener la campagne Lula, et s'est dissoute dans une Coordination de campagne centrée sur Lula. Pendant la campagne, le pouvoir a été concentré entre les mains du candidat. C'est ce qu'ont révélé toutes les prises de décision importantes de la campagne depuis la 9ème rencontre nationale — comme le choix d'Aloísio Mercadantes comme suppléant de Lula, la définition du ton et du discours destiné aux médias ou même des différentes réponses que nous avons apportées au plan «Real».

Un bilan non définitif

Notre intervention dans l'arène politique sera différente selon que nous remportons ou non le second tour des élections



pour les gouverneurs du Rio Grande do Sul, de Brasília et de l'Espirito Santo. Le Rio Grande do Sul est un des États les plus importants du pays, où Lula a remporté le premier tour de la présidentielle le 3 octobre 1994 et où le parti est mieux organisé que dans le reste du pays. Dans cet État, notre gestion de la mairie de Porto Alegre a créé une référence en matière d'administration publique au service des majorités et constitue un atout maître pour la bataille électorale. Une victoire pourrait nous fournir une vitrine nationale. Brasília a, en tant que capital du pays, un rôle politique important sur la scène politique nationale. Il est primordial pour nous d'arracher la victoire dans ces États, le 15 novembre 1994.

Notre tâche, dans l'immense majorité des États, est de contribuer à la défaite du PSDB et du bloc politique qu'il dirige, étant donné qu'il sera le principal adversaire dans les années à venir. Ceci doit être

fait tout en préservant notre indépendance, c'est-à-dire que là où nous donnerons une consigne de vote pour un candidat particulier, il faudra le faire sans aucune participation ni engagement auprès des gouvernements élus et sans accord programmatique;

Dans les cas de São Paulo et du Minas Gerais, le profil des adversaires des candidats du PSDB, qui représentent la droite traditionnelle — rend impossible le soutien à ces derniers contre les porte-parole locaux de la nouvelle droite «moderne» incarnée par le PSDB. Cela contraint le PT à se positionner contre tout soutien à l'un des candidats (ou à expliquer qu'il ne faut voter pour personne).

Il y a une forte tendance parmi les personnalités connues du parti à prôner un soutien du PT à Mário Covas à São Paulo et à Azevedo dans le Minas Gerais (les candidats du PSDB, ndlr). Ceci révèle une profonde incompréhension de la nouvelle conjoncture dans laquelle nous nous trouvons, et où le PSDB est notre principal adversaire. Cela n'a aucun sens de soutenir ou de légitimer des candidatures qui, une fois victorieuses, iront renforcer le camp néolibéral dans les principaux États du pays.★

São Paulo, 17 octobre 1994

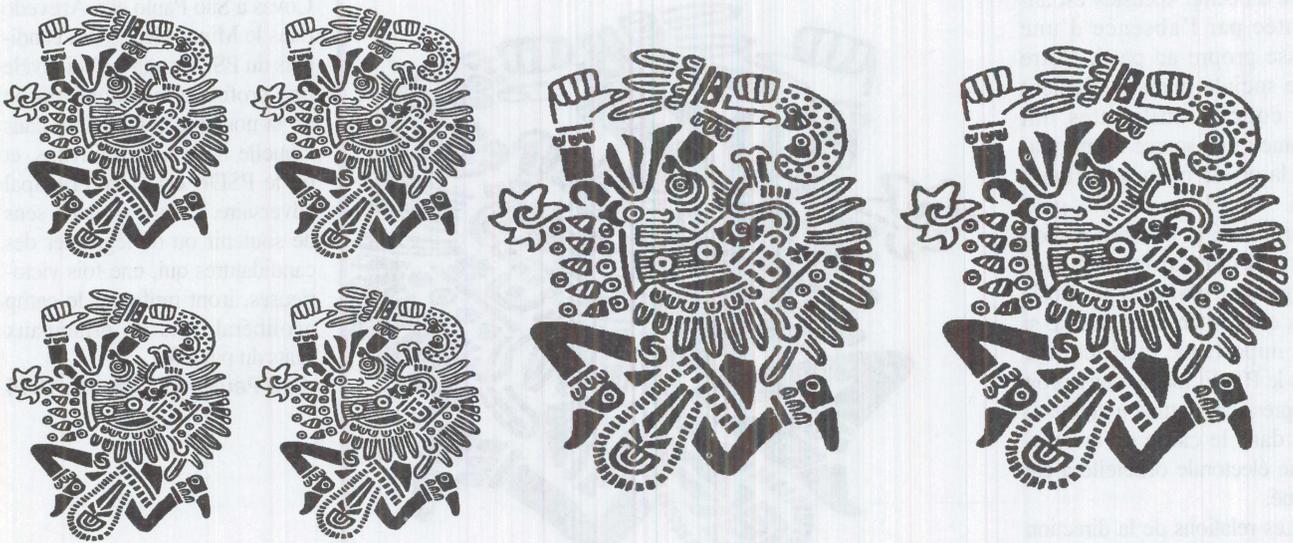
Les élections en chiffres

DOSSIER

Election présidentielle

Candidat	Nombre de voix	% (suffrages exprimés)
Amin (PPR)	1 740 210	2,75
Brizola (PDT)	2 016 386	3,18
Lula (PT)	17 126 291	27,04
Quéricia (PMDB)	2 773 793	4,38
Fortuna (PSC)	238 323	0,38
Gomes (PRN)	387 927	0,61
Henrique Cardoso (PSDB)	34 377 189	54,28
Enéas (PRONA)	4 672 026	7,38

Résultats généraux présidentielle 1994	
Bulletins blancs	7 193 917
Bulletins nuls	7 445 605
Abstentions	16 810 734
Inscrits	94 782 410
Votants	77 971 676



1994 : Les résultats dans quelques Etats

ÉTAT	PRÉSIDENT	GOUVERNEUR/PT
Rio Grande do Sul	Lula : 1 610 379 FHC : 1 422 390	Olívio Dutro : 1 560 992
São Paulo	Lula : 4 205 527 FHC : 8 679 287	José Dirceu : 2 085 190
Mato Grosso	Lula : 1 532 754 FHC : 4 536 326	Carlão : 585 103
District Fédéral	Lula : 364 376 FHC : 314 846	Cristovam : 285 686

1989 : 1er tour

Lula : 11 622 321 — 16,08 %
Collor : 20 611 030 — 28,51 %

1989 : 2ème tour

Lula : 31 076 364 — 44,23 %
Collor : 35 089 998 — 49,94 %

Dans le Rio Grande do Sul, Olívio disputera le second tour contre Antonio Brito (PMDB) qui est soutenu par FHC

Dans le District Fédéral, Cristovam se présentera au 2ème tour contre Campello (PP, de droite).

Les députés du PT :	Parlement fédéral	Parlements régionaux
1990	35	79
1994	49	92

Pourquoi nous avons été battus ?

L'économiste Paulo Nogueira Batista Junior analyse ici la paralysie du PT face au plan Real. Il nous parle de l'alternative qu'il était possible de présenter au pays, de l'avenir du plan Real ainsi que de la politique économique du nouveau gouvernement. Ces deux dernières années Paulo Nogueira Batista a participé au débat sur le programme économique du PT. Depuis 1990 il a analysé les expériences de stabilisation économique. A partir du mois de mai le débat s'est intensifié au sein de l'équipe d'économistes de la candidature Lula. Paulo Nogueira nous présente son point de vue sur la polémique au sein de l'équipe, et affirme que le PT a besoin de réviser complètement sa façon de voir l'économie en mettant en avant des propositions sur la façon de riposter face à l'offensive néolibérale du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso.

Paulo NOGUEIRA BATISTA

● **Brasil Agora : Le plan Real fut une stratégie électorale annoncée longtemps à l'avance. Pourquoi la gauche a-t-elle été incapable d'y répondre ?**

Paulo NOGUEIRA : L'incapacité de faire face au plan Real a peut-être été la principale raison de la défaite. Elle est le produit de la conjugaison de plusieurs facteurs. Un des facteurs est la difficulté de la gauche brésilienne et latino-américaine en général à se positionner par rapport aux problèmes de stabilisation économique et de l'inflation.

Il y a eu une grande difficulté à comprendre le fait qu'après les crises inflation-



nistes graves des années 80 et du début des années 90, le problème a pris une autre tournure du point de vue économique, politique et social. La gauche en général, le PT en particulier n'ont pas compris que le thème avait pris beaucoup d'importance pour la population en général. Dans le cas du PT, cette incompréhension est encore plus grave car nous avons plusieurs exemples qui démontrent clairement l'impact politique et électoral d'un plan de stabilisation économique. Les exemples au Brésil avec le plan Cruzado et récemment dans d'autres pays latino-américains, tels l'Argentine, la Bolivie, le Mexique où des gouvernements furent capables d'initier des processus de stabilisation et ont obtenu des résultats électoraux importants.

La défaite électorale démontre que le PT et ses économistes ont besoin de faire un recyclage, et une révision en profondeur de leur façon de voir l'économie.

● **Vous avez avec d'autres économistes proposé que le PT présente un plan alternatif au plan Real. En quoi consiste cette alternative ?**

A peu près au mois de mai, Lula demandait aux économistes du Parti de

préparer non pas une alternative au plan Real mais plutôt les grandes lignes de ce que serait le programme de combat contre l'inflation d'un éventuel gouvernement du PT. Cette initiative fut prise suite à l'adoption du plan Real. Seulement de mai à juin une grande confusion gagna le parti et la discussion fut chaotique.

Plusieurs documents virent le jour : j'ai moi-même participé à un de ces textes avec Eduardo Suplicy, João Machado, Luis Carlos Merege, Odilon Guedes et André Urani.

Nous avons essayé de présenter un programme de stabilisation qui conciliait le combat contre l'inflation avec la reprise de la croissance et la redistribution des biens. Mais il n'y a pas eu l'ombre d'un accord, les divergences furent tellement profondes que Lula fut paralysé. Contrairement à ce qu'on voulait, il n'a pas réussi à présenter une vision claire de la façon de combattre l'inflation avant la mise en application du plan Real. Pis encore, un grand nombre d'économistes du Parti ont sous-estimé complètement l'impact qu'allait avoir le plan Real. Cela a fini par désorienter la direction du Parti, qui fut plus au moins surprise de la très importante popularité du plan Real à partir de juillet.

● **Un des axes du programme du PT présenté lors de la campagne électorale était la redistribution des biens et la lutte contre les inégalités. Comment combiner cet objectif avec la stabilisation ?**

De plusieurs façons. D'abord changer la composition des dépenses et recettes du gouvernement, afin de rendre le système fiscal progressif, ce qui signifie encaisser l'impôt dû et imposer le patrimoine et les hauts revenus, favoriser les dépenses à caractère social, introduire le revenu minimum obligatoire.

C'était là quelques éléments du document que nous avons écrit.

En ce qui concerne la stabilisation, l'axe central de notre texte était de dire que le combat contre l'inflation au Brésil devrait reposer sur une stratégie d'attaque frontale, et non gradualiste, ni dans un consensus trompeur.

La deuxième caractéristique était une volonté très forte en ce qui concerne les questions fiscales et monétaires. Il y a eu même une méconnaissance de ce qu'était un processus de stabilisation de la part des économistes du Parti, y compris des hésitations de caractère idéologique, comme quoi se préoccuper des finances publiques et de la monnaie étaient des idées conservatrices. Le parti était désarmé sur une question qui s'est avérée être la question essentielle lors des élections.

● **La campagne du PT fut marquée par une certaine crainte d'effaroucher les élites. Contrairement à ce qui s'est passé en 1989, le parti n'a pas clairement explicité sa position par rapport à la dette extérieure et intérieure, il a peu parlé de l'augmentation de l'impôt pour les riches, de même pour la lutte contre l'inflation sur d'autres bases que le marché : ne serait-ce pas là une des causes de l'hésitation à présenter un plan alternatif ?**

Notre document, proposait par exemple une politique fiscale dure, qui voulait faire payer les riches, combattre durement la fraude. Il est très difficile de réussir la stabilisation fiscale sans encaisser les impôts dus et faire en sorte que la fiscalité devienne progressive. Je crois que l'erreur fondamentale fut de perdre de vue l'impact que la stabilisation a pour la population ; le programme approuvé lors de la 9ème rencontre nationale fut très insuffisant.

Les dissensions postérieures n'ont pas permis d'affronter la question, même si le



candidat avait eu des éléments pour affronter le débat.

Quelques économistes ont commis l'erreur d'analyse grave qui consistait à croire que le plan Real serait récessif. Ce type de programme tend à être au contraire expansif, comme le montre l'expérience d'innombrable pays. L'incohérence était telle que parfois le programme était accusé, dans le même discours, d'être électoraliste et en même temps récessif.

Depuis l'introduction de la nouvelle monnaie, le PT a adopté une position étrange. Il a adopté un discours incongru. Tantôt il attaquait le plan Real, donnant l'impression de ne pas donner d'importance à la stabilisation, tantôt il se cantonnait dans une position défensive, quelques éloges déplacés du plan Real, comme par exemple le mot d'ordre «monnaie forte oui, bas salaire non». C'était une erreur totale, parce que cela accréditait l'idée que le PT croyait que le Real était déjà consolidé comme monnaie forte. Cela signifiait reconnaître à l'adversaire un succès que lui-même n'était pas sûr d'avoir obtenu.

J'ai souvent dit devant mes amis du PT que le parti, face au Real, était comme les Aztèques devant Cortez sur son cheval, ne sachant s'ils devraient s'attaquer à lui ou s'agenouiller.

● **Quelques jours après les élections les premières pressions à la hausse des prix ont commencé à se faire sentir. Comment le gouvernement compte-t-il maintenir une stabilité durable et comment la gauche doit-elle réagir ?**

Ce qui a été réalisé jusque-là c'est une stabilisation temporaire. Pourtant, ce plan dispose d'un gros avantage par rapport aux programmes précédents : le haut niveau des réserves en dollars de la Banque centrale brésilienne. Cela donne au gouvernement une certaine marge de manœuvre que les autres programmes n'avaient pas. Mais il subsiste des problèmes. D'abord, rien n'indique que les mesures d'ajustement fiscal aient été suffisantes, du point de vue de la stabilisation à moyen et long terme.

Ensuite, il n'y a eu ni réforme du régime monétaire, ni changements dans la structure de la Banque centrale. Enfin, se pose toujours le problème de la balance des paiements, étant donnée que la politique de change et de commerce extérieur sont toujours subordonnés à l'objectif de stabilisation à court terme — ce qui peut générer une grave dépendance vis-à-vis des capitaux externes, pour la plupart très volatiles. Pour consolider le plan, il faut s'attaquer sérieusement à toutes ces questions.

● **Le ministre des Finances, Ciro Gomes — un ancien gouverneur de l'État du Ceará et dirigeant du PSDB — a présenté, lors de la 49ème réunion annuelle du Fonds monétaire international (FMI), un mémorandum dans lequel il est prévu que le paiement des intérêts internes et externes se poursuivra au niveau actuel et que le**

gouvernement essaiera d'équilibrer son budget en réduisant les investissements sociaux et d'infrastructure. Quel est le sens de tout cela ?

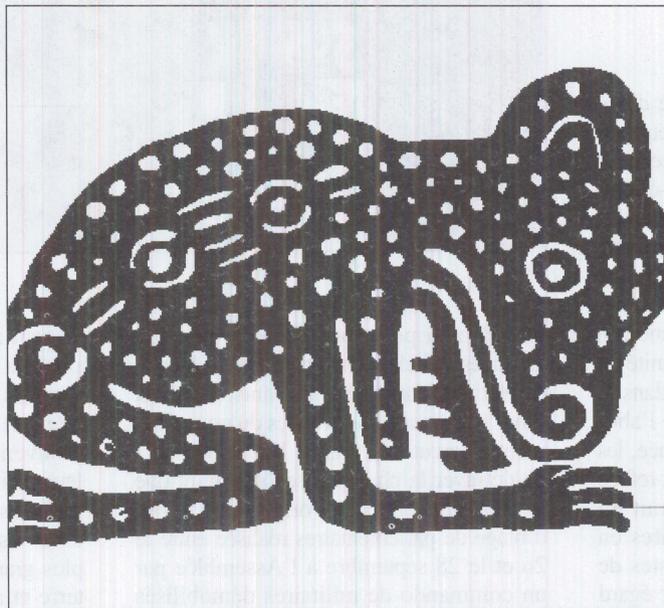
Les intérêts auprès de créanciers internationaux ne cessent d'augmenter depuis le début de l'année, et la dette extérieure brésilienne continue d'augmenter. Le service de la dette augment de concert. Par ailleurs, comme le programme de stabilisation n'est pas très solide, il dépend toujours davantage du maintien de taux d'intérêts intérieurs très élevés. La dépense liée au service de la dette intérieure connaît également une forte augmentation. Dans des situations comme celle du Brésil, avec une très forte inflation chronique, une forte baisse du taux d'inflation engendre toujours une expansion du niveau d'activité économique. Le problème du gouvernement est d'éviter qu'il y ait surchauffe. Quand on mène une solide politique fiscale, elle permet de résoudre cette difficulté en prenant, par exemple, l'argent des plus riches. Comme ce n'est pas le cas du Real, le gouvernement doit résoudre le problème par sa seule politique monétaire — en payant des intérêts très élevés pour contenir la demande. ceci finit par avoir des effets collatéraux très négatifs sur les finances publiques.

● Le gouvernement tente d'éviter l'emballement des prix par une réduction des quotas de l'importation et par le maintien d'un dollar à bas prix. Quelles pourraient en être les conséquences sur l'industrie nationale et la balance des paiements ?

C'est la combinaison d'une politique de change volontariste et d'une ouverture commerciale agressive qui ont contribué jusqu'à présent à maintenir un bas niveau d'inflation. le prix que nous allons payer est très élevé. Nos exportations vont perdre de leur compétitivité et nous allons stimuler les importations. Déjà dans ce deuxième semestre 1994, le gouvernement expose l'industrie nationale à un degré de compétition très violente, qu'elle ne pourra jamais soutenir. Il y aura encore une chute considérable de l'excédent de la balance commerciale au cours de l'année à venir, un déficit de la balance des services,

auquel le paiement des intérêts contribue pour beaucoup, et enfin un déficit notables en des comptes courants. Un directeur de la Banque centrale en est arrivé à dire que le Brésil doit se préparer à l'idée d'avoir un déficit commercial. C'est quelque chose de très préoccupant. Étant donné la structure de la balance des paiement du Brésil, un petit déficit commercial peut provoquer un déficit de transactions courantes de plus ou moins 4 % du Produit intérieur brut (PIB). C'est sensiblement le nouveau atteint par le Brésil dans les années 70 et au début des années 80 et qui nous a conduit à la crise de la dette.

● Un des piliers de sa politique que le gouvernement veut maintenir est le principe d'un seul réajustement salarial par an. Rien que si le taux d'inflation est maintenue à 3 % par



mois, la perte de pouvoir d'achat des travailleurs avoisnera les 25 %. Quelle politique permettrait de préserver les salaires ?

Il faut modifier le cadre institutionnel qui régit les relations de travail. Dans le document que j'ai mentionnée tout à l'heure, nous proposons de centraliser les négociations, d'instaurer des contrats collectifs et des négociations plus fréquentes, afin de permettre aux travailleurs de mieux se défendre.

● Nous aurons pendant quatre ans un gouvernement dont la programme est très proche du

néolibéralisme. Comment la gauche peut-elle relever ce défi et qu'elle leçon peut-elle tirer pour les batailles dans lesquelles elle sera impliquée à partir d'aujourd'hui ?

Il faut retenir le fait que les partis de gauche ne peuvent pas perdre le contact avec la demande de la grosse majorité de la population; Il faut avoir une vision très claire des questions économiques, et de leur importance sociale et politique. Quant au gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, la gauche a pour rôle centrale d'exercer une opposition critique, qui ne doit pas apparaître comme opportuniste. Nous devons constituer une opposition constructive, et nous exprimer en faveur des projets permettant la consolidation de la stabilisation, parce que faire le contraire serait contre-productif du point de vue politique; Nous devons, de plus, défendre les intérêts nationaux, la reprise du développement, une politique fiscale plus juste. Nous avons l'espace suffisant pour mener une opposition vigilante et intransigeante, qui empêche le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso de soumettre le Brésil à un schéma d'ajustement néolibéral qui a déjà causer tant de ravages dans d'autres pays d'Amérique latine.★

Propos recueillis par Brasil Agora.

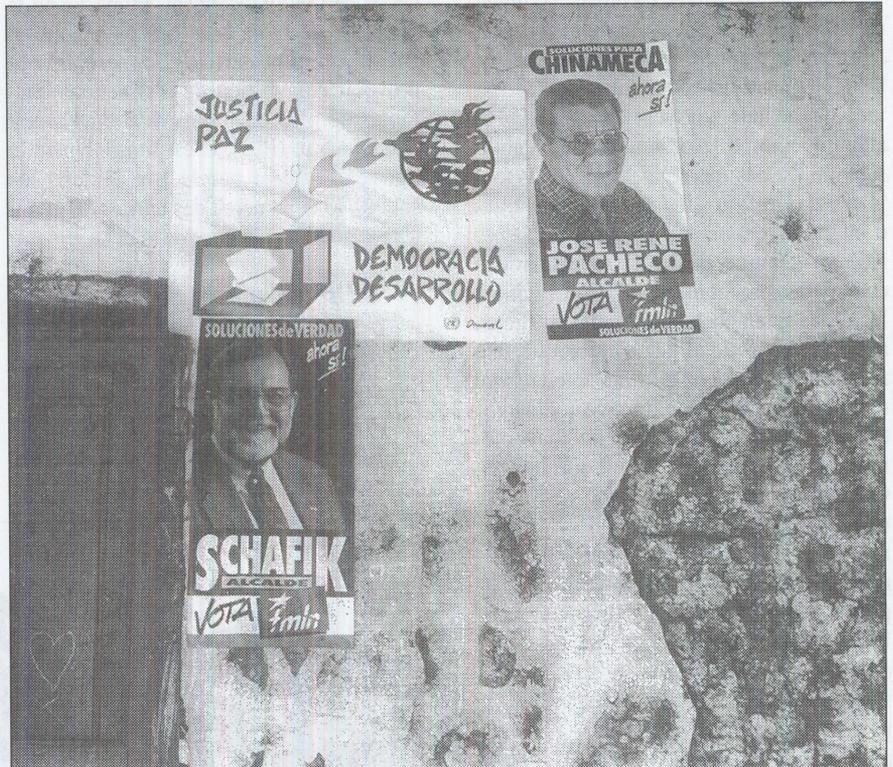
Vers un parti unique de la gauche ?

Entamée depuis la division publique lors de l'élection du bureau de l'Assemblée nationale, le 1er mai 1994 (1), la crise interne qui divise le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ne fait que s'amplifier. Pour beaucoup, il est grand temps que le FMLN, dont les structures sont totalement inopérantes depuis six mois, disparaisse pour laisser place à une nouvelle formation.

Paquita Marqués

Après la rupture de discipline des parlementaires du camp ouvertement proclamé «social-démocrate» constitué par les membres de l'Expression rénovatrice du peuple (ERP, ancienne Armée révolutionnaire du peuple) de Joaquín Villalobos et la Résistance nationale (RN), rien n'a réussi à ressouder l'unité du Front (2), chaque bloc se drapant dans la légitimité de sa conduite. Criant à l'abus de pouvoir et à la démocratie bafouée, les membres de l'ERP et de la RN ont refusé de reconnaître les sanctions (retrait du soutien du Front aux parlementaires en cause, et suspension de leurs postes de direction en son sein) prises à leur égard par une assemblée de direction à laquelle ils avaient refusé de participer et où n'étaient présents que des membres des trois autres partis constituant le Front, les Forces populaires de libération (FPL), le Parti communiste (PC) et le Parti révolutionnaire des travailleurs salvadoriens (PRTC). La convention nationale extraordinaire convoquée le 28 août pour tenter de trouver une issue à la crise n'a rien pu résoudre, car l'ERP et la RN ont refusé de reconnaître qu'ils avaient commis une faute en ne suivant pas la ligne définie collectivement par la direction du FMLN.

La charte interne de fonctionnement du FMLN ayant volé en éclat, le Front est totalement paralysé ; les deux blocs, qui totalisent vingt et un députés à l'Assemblée nationale, ne travaillent même plus ensemble et entretiennent des rapports de



parti à parti pour souscrire d'éventuelles alliances. A cela vient s'ajouter une escalade verbale entre les dirigeants des deux blocs que les médias proches du gouvernement répercutent à plaisir. Villalobos vient de défrayer la chronique en déclarant que les FPL auraient été à l'origine de la prise d'otage de parlementaires réalisée entre le 26 et le 28 septembre à l'Assemblée par un commando de militaires démobilisés luttant pour que le gouvernement respecte ses promesses à leur égard. Les FPL ont immédiatement démenti, accusant en retour Villalobos de «mensonge et d'opportunisme pour faire le sale travail de la droite».

Profondes divergences

Derrière ces échanges peu amènes se cache une profonde divergence politique. Pour les dirigeants de l'ERP et de la RN, les accords constituent une véritable «révolution démocratique» et mettent un point final aux revendications exprimées pendant les douze années de guerre : aujourd'hui, la seule alternative serait de gérer au mieux les intérêts économiques du pays en lien avec le secteur industriel «modernisateur» de l'ARENA, ce qui

revient à accepter la ligne néolibérale du parti au pouvoir (3). Pour l'autre bloc, les accords ne constituent qu'une première étape et il faut continuer à lutter avec le mouvement de masse, déjà pour obtenir leur pleine réalisation, ensuite pour parvenir à des changements conséquents du système visant à répondre aux aspirations du plus grand nombre en termes d'accès à la terre et au travail, de pouvoir d'achat, de santé, de logement et d'éducation, ce qui suppose un affrontement avec l'équipe gouvernementale.

Dans la pratique, l'ERP et la RN s'orientent de plus en plus vers une position de conciliation avec le secteur affairiste de l'ARENA : fin septembre, les députés de ces deux partis ont refusé de se joindre à l'initiative impulsée par les différentes formations de l'opposition (dont le FMLN, le Parti démocrate-chrétien et Convergence), exigeant la création d'une commission

1) Voir *Inprecor* n°382 de juillet 1994.

2) Ces parlementaires ont accepté de participer à l'élection du bureau de l'Assemblée, mêlant leurs votes à ceux de l'ARENA, parti réactionnaire au gouvernement, contre l'obtention de deux postes en son sein.

3) Un économiste de l'ERP a même écrit que l'intervention de l'Etat en matière sociale devait être réduite, ses attributions étant confiées à d'hypothétiques «organisations non gouvernementales».

indépendante pour enquêter sur les agissements des ministres du précédent gouvernement, qui viennent d'être éclaboussés par diverses affaires de corruption, de trafics d'influence et d'évasion fiscale, etc. Cette alliance de fait entre deux anciennes forces de guérilla et l'ARENA ne peut qu'accélérer la prévisible disparition du FMLN sous sa forme actuelle.

Les choix politiques et les agissements de Villalobos (décision d'entrer dans l'Internationale socialiste et de modifier le nom du parti à l'issue d'une convention fantôme où les opposants à sa ligne n'avaient pas été conviés, entre autres) ont suscité les protestations d'une partie de la direction de l'ERP, qui a présenté des thèses alternatives insistant sur la nécessité de continuer à se battre aux côtés des exploités. Grand partisan du «fonctionnement démocratique» quand il s'agit du FMLN, Villalobos n'a pas hésité, au printemps dernier, à exclure de l'ERP les trois commandants à l'origine de cette dissidence. Ceux-ci, représentant l'ancien Front Sud de cette formation, ont dû alors quitter l'ERP, suivis par leurs bases militantes. Comme il n'était pas question pour eux d'abandonner le FMLN, ils ont constitué une sixième force en son sein : la Tendance démocratique (TD). La direction collégiale du FMLN a par ailleurs accepté qu'ils continuent à occuper les postes de direction auxquels ils avaient été élus dans le Front, arguant que les divisions internes à l'ERP ne la regardait pas et ne remettaient pas en cause leurs mandats.

Vers quel type de formation ?

Conscients que la situation de crise ouverte et de paralysie du FMLN ne peut continuer, différents cadres du bloc opposé aux sociaux-démocrates ont commencé à chercher des solutions. Les FPL ont pris l'initiative et militent pour la constitution d'un parti unique regroupant toutes les forces le désirant (voir l'interview de M. Peña). Cette proposition, intéressante en soi, est loin d'emporter l'unanimité pour l'instant car elle émane du parti le plus important en termes de militants et de bases populaires, soupçonné de desseins hégémoniques par le PC, le PRTC et la TD. Les membres de la TD et du PRTC, notamment, refusent toute précipitation dans la mise en place du nouveau parti et n'accepteraient de se lancer dans l'aventure qu'après l'élaboration d'un programme politique et de règles réellement démocratiques de fonctionnement, rappelant à ce propos que le fonctionnement interne des FPL laisse à désirer en matière de démocratie, le verticalisme et le caudillisme des

temps de guerre ayant tendance à y perdurer.

Pour leur part, les dirigeants de l'ERP et la RN sont également conscients que le FMLN est dans une impasse mais plaident, eux, à l'inverse, pour la constitution d'un mouvement large aux délimitations floues où se retrouveraient les différents partis de gauche, voire même tous les opposants à l'ARENA, sans règles de fonctionnement contraignantes ni discipline interne. Le PC quant à lui oscille entre ces deux positions au gré de considérations tactiques visant avant tout à s'assurer une place sur le futur échiquier politique.

Aujourd'hui, les débats entre diffé-

rentes forces du FMLN continuent dans la coulisse et devraient aboutir à une décision concrète lors de la convention ordinaire du Front, prévue pour les prochains mois. L'enjeu en est important : les mouvements de masse, toujours actifs, ont besoin d'une expression politique organisée pour conduire la lutte contre la politique désastreuse du gouvernement actuel.★

Paris, octobre 1994

L'avenir du FMLN

Aujourd'hui, après la scission de l'ERP, les FPL représentent, numériquement et en termes d'influence, la plus importante des cinq forces composant le FMLN. Afin de connaître leur analyse sur la situation du pays et sur le conflit du Front, Inprecor a rencontré Mercedes Peña, responsable du bureau des relations internationales des FPL.

● **INPRECOR : Tous les accords de paix signés en janvier 1992 à Chapultepec entre le gouvernement de l'ARENA et le FMLN ne sont pas encore entrés en vigueur. Où en est-on de ce processus ?**

Mercedes PEÑA : Il faut toujours se souvenir que le gouvernement de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) n'a pas signé les accords de son propre gré, mais contraint et forcé. Il était donc évident dès le départ que le gouvernement ferait son possible pour mettre des bâtons dans les roues du processus et faire traîner les choses en longueur, obligeant à modifier sans cesse le calendrier établi au départ.

Aujourd'hui, des problèmes subsistent autour la Police nationale civile (PNC) (1) : s'il est vrai que le nombre de ses membres a augmenté et qu'elle est pratiquement déployée sur l'ensemble du territoire, l'objectif central du gouvernement reste sa militarisation. L'ARENA continue à faire campagne pour y transférer des membres de l'ancienne Police nationale, des unités antidrogue et des unités d'intelligence sous la forme de contingents organisés et non d'individus. Or la règle d'intégration à la PNC veut qu'il s'agisse d'un processus individuel, à la suite de cours dans la nouvelle académie de police, d'entraînements et d'exams qui doivent déterminer si tel ou tel est apte à y participer. Si le gouvernement réussit à y intégrer ces contingents répressifs déjà constitués, la PNC ne remplira pas le rôle que lui avaient assigné les accords : celui d'une force respectueuse envers la population, sans corruption, ni utilisation de la violence. L'aspect sans doute le plus fondamental des accords de paix est celui du transfert des terres occupées durant le conflit par des membres de la base sociale du FMLN (2). Les terres ont réellement

1) Dans un but de démilitarisation de la société, la PNC, composée à 20 % par d'anciens membres de la guérilla, à 20 % par d'anciens membres de l'armée (respectivement entrés de manière individuelle) et à 60 % par des civils, doit remplacer les anciens corps répressifs de sinistre mémoire tels la Garde nationale et la Police rurale.

2) Ce transfert touche environ 18 % des terres agricoles du pays. Les propriétaires ne sont pas expropriés mais indemnisés par une Banque des terres mise en place par les accords ; les paysans achètent les terres grâce à un crédit de la Banque des terres qui correspond à 30 000 colons par occupant (1 colon = 0,70 FF), remboursables en trente ans.

commencé à changer de mains depuis quelques mois, mais le retard reste très important dans ce domaine. Plus de deux ans et demi après la signature des accords de paix, de nombreux paysans continuent à travailler une terre qui ne leur appartient pas en propre, le plus souvent sans crédits car les banques n'acceptent de prêter qu'à ceux qui disposent d'un titre de propriété en bonne et due forme. Cela engendre une certaine démoralisation de nos bases paysannes, qui ont parfois l'impression que les accords n'ont servi à rien. C'est d'ailleurs ce que recherche le gouvernement.

Cependant, grâce aux pressions incessantes du FMLN et de l'ONUSAL (3) sur le gouvernement, le programme de transfert des terres se réalise bon an mal an. Mais cette lutte pour la terre mobilise à plein les énergies de nombreux cadres des communautés rurales du FMLN, ce qui les empêche de se consacrer à d'autres tâches.

En ce moment, se pose également le problème de la collecte des armes d'usage privé. Dans ce pays, n'importe qui peut posséder une arme. Les grands propriétaires et les riches disposent tous de véritables arsenaux ; et, avec l'augmentation de la délinquance, tout un trafic d'armes est organisé dans les quartiers populaires. Il n'existe aucun contrôle digne de ce nom sur les armes d'usage privé et rien n'a été entrepris pour l'instant dans ce domaine.

● Comment répond le mouvement social aux plans néolibéraux du gouvernement ?

Le programme néolibéral vise à tout privatiser, depuis la compagnie nationale de téléphone jusqu'à la santé et l'éducation. Nous, en tant que FMLN, nous ne nous opposons pas par principe à toutes les privatisations. Ainsi, lors de la récente privatisation des centrales sucrières, les députés du FMLN ont mené et remporté une bataille pour qu'elles soient vendues à leurs salariés, organisés en coopératives, alors que le gouvernement voulait initialement les vendre au secteur privé.

Mais, en règle générale, la campagne de privatisations vise à protéger et à augmenter les intérêts d'une minorité et non à répondre aux besoins de la majorité de la population. Sur ces questions de refus des privatisations, on assiste depuis quelques mois à une réactivation du mouvement social.

● Le FMLN dispose actuellement de vingt et un députés à l'Assemblée nationale ; quel rôle a-t-il pu y jouer jusqu'à

présent, en dépit de la division surgie en son sein publiquement le 1er mai ?

Malgré les problèmes internes du FMLN, il faut souligner avant tout que le nombre de représentants à l'Assemblée nationale est loin d'être négligeable : le fait que nous disposions de vingt-et-un députés ne permet pas à l'ARENA de prendre des décisions sans tenir compte de l'avis du FMLN et des autres partis d'opposition.

Par ailleurs, les représentants du FMLN constatent que la population commence à avoir confiance en eux. Le peuple se rend compte que ce sont les véritables représentants du peuple salvadorien au sein d'un organe de pouvoir ; les gens ne les considèrent pas comme des députés de plus parmi les quatre-vingt deux membres de l'Assemblée. Nous voulons acquérir un certain niveau de représentativité et de respectabilité, et ce à travers les propositions impulsées et défendues par notre groupe en matière de modification de la politique économique, de changements du code électoral (4), etc. Tout cela est encore très récent : notre participation à l'Assemblée législative représente une nouvelle expérience, dans un domaine où nous n'en avions aucune, étant donné que le FMLN n'avait jamais participé au moindre organe de pouvoir. C'est une étape de transition.

Nous avons déjà connu quelques réussites. L'ARENA, qui a obtenu le contrôle de l'exécutif après sa victoire à l'élection présidentielle, et une majorité simple à l'Assemblée, désirent continuer à contrôler totalement la Cour suprême de Justice. Or le FMLN a réussi à trouver un accord avec tous les partis politiques d'opposition afin d'adopter une position unitaire et ferme de refus des prétentions hégémoniques de l'ARENA. Pendant un mois, ce front de l'opposition a entièrement bloqué le travail de l'Assemblée et l'ARENA n'a rien pu faire, ce qui ne lui était jamais arrivé. En fin de compte, la Cour suprême désignée est plus équilibrée que les précédentes. Contrairement à celles du passé, elle ne dépend plus exclusivement des décisions de l'ARENA. Ce bras de fer à l'Assemblée a constitué un précédent pour l'ARENA, dont les députés se sont rendus compte qu'ils devraient maintenant débattre avec l'ensemble de la représentation de l'opposition. Il va se passer la même chose avec la désignation du Tribunal suprême électoral, car toute l'opposition a de nouveau réussi à trouver une position commune.

Nous croyons qu'au fur et à mesure que nos députés s'habitueront à cette nouvelle expérience au sein de cet organe de

pouvoir, nous deviendrons une force de proposition incontournable, qui recueille et fait part des besoins les plus cruciaux de la population. Il faut qu'il existe un lien direct entre le peuple et ses représentants et non une séparation comme cela s'est produit historiquement jusqu'à présent (5).

● Lors des dernières élections, le FMLN a également remporté un certain nombre de mairies. Quel type de gestion municipale le Front a-t-il mis en place ?

Dix des quinze mairies gagnées par le FMLN ont été remportées par les FPL. Pour notre parti, cela représente un bon résultat, même si nous espérons en gagner davantage. Ce chiffre est suffisant pour commencer à mettre en place un nouveau pouvoir local, où les intérêts de la population sont réellement représentés. Si on prend en compte la politique de l'ARENA, qui vise à priver les mairies du FMLN de tout crédit, on s'aperçoit finalement que quinze municipalités, pour un début, c'est déjà bien suffisant.

Nous avons commencé par donner une formation spécifique à nos maires ; ce sont majoritairement des anciens commandants de la guérilla, pleins de bonne volonté pour impulser le développement de leurs mairies mais manquant cruellement de formation et d'expérience pour exercer leurs nouvelles responsabilités : célébrer des mariages, remplir des actes notariés, accomplir une foule de démarches légales, etc.

Par ailleurs, nous avons organisé partout des *cabildos abiertos* (assemblées générales de la population) ; ils sont prévus par le Code municipal, qui stipule que chaque équipe municipale doit se réunir au moins une fois par mois avec ses administrés et recueillir les demandes et les besoins des différentes communautés. Dans la plupart des mairies du Front, le premier *cabildo abierto* a été l'occasion de présenter un rapport sur les comptes de la mairie : cela a constitué une surprise pour la population car jamais auparavant aucun maire ne leur avait exposé ce genre de questions. Les maires décidaient seuls de l'utilisation des fonds municipaux, les

3) Mission de l'ONU présente depuis l'été 1991 au Salvador pour surveiller le processus de paix ; elle devrait théoriquement quitter le pays en décembre 1994.

4) Le FMLN demande, entre autres, que les procédures d'inscription sur les listes électorales soient simplifiées et qu'il y ait des bureaux de vote dans chaque village et non uniquement dans les bourgades principales.

5) Les députés du FMLN tentent au maximum d'associer des militants de base venus des communautés à leur travail parlementaire. Ainsi, mi-août, lors de la discussion d'un décret visant à annuler les dettes des paysans inférieures à 500 colons, de nombreux délégués de coopératives agricoles s'étaient rendus à l'Assemblée.

empochant purement et simplement dans de nombreux cas. Nos maires ont informé la population de leurs projets, des engagements du gouvernement et des aides éventuelles fournies par la communauté internationale.

Nos équipes municipales ont commencé à recenser auprès de la population les besoins de chaque communauté, puis à dégager des priorités à partir de ces listes. Nous essayons de gérer ces priorités à trois niveaux : le gouvernement central qui reçoit en ce moment une importante aide économique venue de l'étranger (notamment à travers l'US-AID et l'Union européenne) mais qui rechigne à en faire bénéficier les municipalités gagnées par le FMLN ; en second, la coopération internationale fournie par des organisations non gouvernementales importantes ; et enfin, l'apport des groupes de solidarité, qui eux financent des projets plus modestes.

Le plus gros problème auquel nous sommes confrontés actuellement est celui de la politique du gouvernement de l'ARENA qui vise à étouffer les mairies du FMLN : en l'absence de fonds du gouvernement central, où les mairies trouveront-elles l'argent nécessaire pour réaliser leurs projets d'amélioration des infrastructures et de développement économique et social (routes, électricité, eau potable, écoles, centres de santé, etc.) ?

Dans les quinze mairies gagnées par le FMLN, la population s'attend à ce que les maires remplissent toutes leurs demandes car ce sont vraiment les élus du peuple. En outre, les autres municipalités du pays ont les yeux rivés sur celles du FMLN pour voir si des changements vont réellement se produire : il est donc fondamental pour nous que notre gestion municipale soit une réussite. En 1997, nous devons gagner à nouveau dans les mairies dont nous disposons aujourd'hui et, surtout, nous devons remporter d'autres municipalités, le tout dans la perspective de l'élection présidentielle de 1999. Si en 1997, nous obtenons des résultats désastreux aux élections municipales et législatives, il est certain que la bataille pour l'élection présidentielle de 1989 sera extrêmement complexe.

● Où en est la crise interne qui secoue le FMLN ?

Sur cette question, chaque parti, et y compris sans doute chaque individu membre du Front, possède sa propre interprétation. D'abord, il faut rappeler que le FMLN est un front et non un parti, et que les différences en son sein existent depuis sa constitution. Nous avons toujours été cinq organisations distinctes avec des intérêts différents, qui bien sûr partageaient un

objectif final identique : la réalisation de changements dans cette société. Nous nous battions pour les masses et avons adopté un mode d'action commun : la lutte politico-militaire. Cela unissait les cinq organisations mais chacune a continué à analyser la situation du pays à sa manière. Ce qui se passe aujourd'hui n'a rien de nouveau, ce qui change c'est le contexte. Durant la guerre, il y eut également de nombreuses controverses à l'intérieur du FMLN, que l'on a réussi à dépasser.

La division actuelle du FMLN ne nous effraie pas : c'est une dynamique logique des mouvements de gauche de ce pays. Ce qu'il faut se demander maintenant, c'est si le FMLN est encore l'instrument qui pourra garantir des changements dans ce pays ? Ne serait-il pas plus judicieux de le remplacer par un mouvement plus large ou par un parti unique. Il faut débattre de tout cela : le FMLN est-il encore l'instrument adéquat ? Voilà d'où doit partir le débat.

Ensuite, se pose la question de la démocratie interne, problème grave au sein du Front. Les FPL proposent que les élections de délégués pour la prochaine convention du FMLN soient organisées en fonction des membres réels de chaque parti et non par quota (6). Nous croyons nécessaire l'instauration d'un processus de démocratisation du Front grâce à l'utilisation du vote par tête et non par parti.

En tant que FPL, nous pensons aujourd'hui que l'heure est venue de former un parti unique où les différentes organisations intégrant le FMLN se fondraient en une seule structure. Un parti unique qui défende les intérêts des masses, qui signe des pactes et des alliances avec toutes les forces de ce pays mais qui refuse de transiger sur les questions fondamentales pour lesquelles des milliers de Salvadoriens ont donné leur vie. Nous entretenons déjà des relations avec tous les partis politiques, mais cela ne veut pas dire qu'à un moment donné nous négocierons pour obtenir tel ou tel poste (6).

Les FPL proposent la formation d'un parti unique. Nous pensons que nous ne pouvons pas rester paralysés comme c'est le cas depuis mai et qu'il faut avancer dans un sens ou dans un autre. Nous devons répondre à de nombreux événements politiques et au fait qu'ARENA profite des divisions internes du Front. Il est urgent de proposer des solutions quant à l'avenir du FMLN, car il nous reste juste assez de temps pour réorganiser notre apparition politique et préparer dans de bonnes conditions les élections municipales et législatives de 1997. Ou le Front se décide à former un parti unique, ou il s'englué dans des débats internes sans fin.

● Ce parti accepterait-il des tendances en son sein ?

Non, nous voulons un parti unique sans tendances, juste avec des opinions personnelles différentes. Ainsi, aujourd'hui, dans les FPL, différentes opinions s'expriment, mais cela ne veut pas dire que nous travaillions en fraction ou que chacun fait ce que bon lui semble. Nous envisageons un parti unique où il y ait des pensées différentes mais où, à un moment donné, chacun respecte les statuts et les accords décidés en commun. Ce qui n'est pas le cas en ce moment dans le FMLN car chacun fait ce qu'il veut, en dépit des accords souscrits.

● Le projet de parti unique proposé et défendu par les FPL ne risque-t-il pas d'apparaître comme une volonté hégémonique aux yeux des autres partis du FMLN ?

Bien sûr, il existe toujours une crainte car les FPL représentent la plus importante organisation au sein du Front. Mais je crois que, dans le fond, il faut prendre en considération la question de volonté et de réalité politique. Le FMLN tel qu'il existe actuellement n'est plus viable, ce n'est plus qu'un sigle vidé de sens : à l'heure des décisions, chaque organisation applique la politique qu'elle juge la meilleure. Nous sommes en train de projeter une image désastreuse à la population ; beaucoup de gens pensent que le FMLN représente une alternative mais si cette crise continue, ils risquent de se détourner de nous.

Ou le FMLN s'élargit, ou il se transforme en parti unique. S'il s'élargit, cela se fera à partir de l'intégration de différents partis politiques dans un groupe représentant le bloc d'opposition à l'Assemblée, sans statuts comme ceux dont le FMLN dispose actuellement. Je pense que la réalité politique exige quelque chose de différent. ★

Propos recueillis par P. Marqués
San Salvador, août 1994

6) Jusqu'à présent, tous les organes de direction du FMLN sont élus sur la base d'un représentant par parti, indépendamment de la taille de celui-ci.

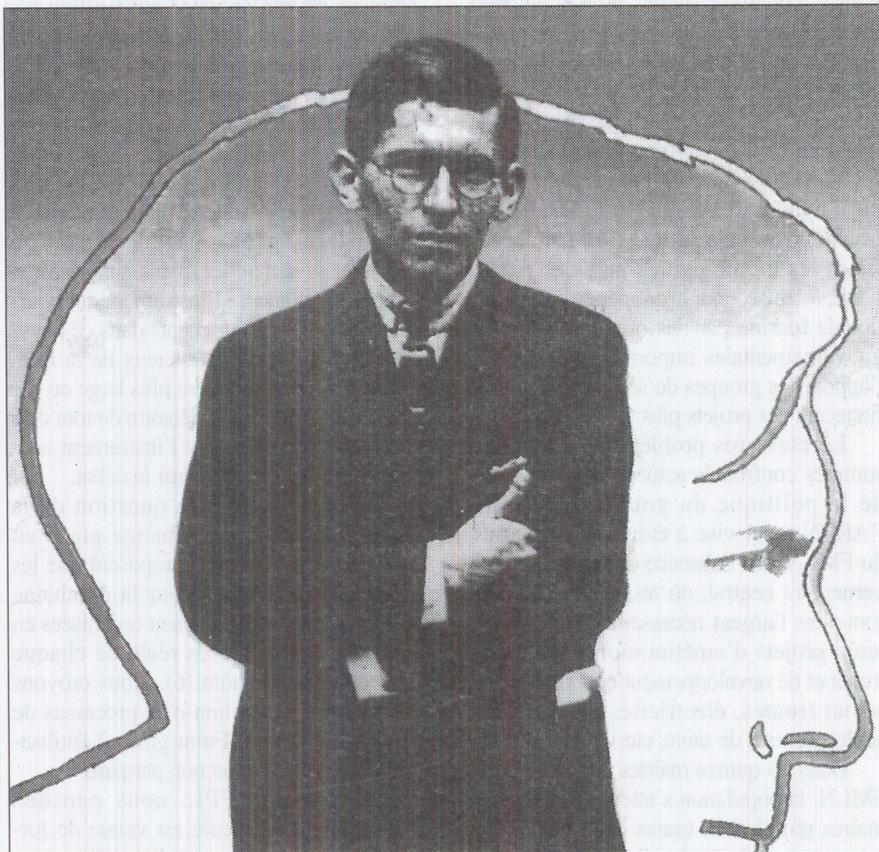
Mariategui et la révolution permanente

On célèbre cette année le centième anniversaire de la naissance de José Carlos Mariategui (1894-1930), le grand marxiste latino-américain et un penseur comparable, par la force et l'originalité de sa pensée, aux grands marxistes européens (1).

Michael LÖWY

Un des aspects les plus importants — et aussi controversés — de son œuvre est sa conception de la révolution péruvienne et latino-américaine, développée surtout au cours de ses dernières années, souvent en polémique avec Haya de la Torre et son parti (l'APRA). Il s'agit d'une vision stratégique qui présente des analogies frappantes avec la théorie de la révolution permanente. Mariategui connaissait les écrits de Trotski (il en avait publié un — sur Lénine — dans sa revue *Amauta*) ; mais il serait erroné et historiquement faux de croire qu'il avait déduit sa théorie de la révolution latino-américaine à partir de cette source. Tout d'abord parce que Trotski lui-même ne va formuler sa théorie de la révolution permanente, comme thèse de portée universelle, qu'en 1929 ; le livre ne sera publié qu'en 1930, après la mort de Mariategui. En réalité, le fondateur du communisme péruvien arrivera par son propre chemin, par une réflexion autonome et originale, à des conclusions assez proches ou analogues à celles du créateur de l'Armée rouge.

Au moment où Staline formule la doctrine de la révolution par étapes et du bloc des quatre classes, et l'applique (ou fait appliquer) en Chine — avec les conséquences que l'on connaît — Mariategui réagit de façon contradictoire : d'une part il semble accepter, vers 1927-1928, la politique chinoise du Komintern ; d'autre part, il s'empresse de lui nier toute validité pour l'Amérique Latine : «*La collaboration avec la bourgeoisie, et même avec des éléments féodaux, dans la lutte anti-impérialiste chinoise, s'explique par des raisons de race, de civilisation nationale*



qui n'existent pas entre nous. Le Chinois noble ou bourgeois se sent profondément chinois, etc. En Indo-Amérique, les circonstances ne sont pas les mêmes. L'aristocratie et la bourgeoisie créoles ne se sentent pas solidaires avec le peuple par le lien d'une histoire et d'une culture communes.» Plus tard, en 1929, il reconnaîtra son erreur par rapport à la Chine : «*La trahison de la bourgeoisie chinoise, la rupture du Kuomintang (...) ont démontré combien peu on pouvait faire confiance, même dans des pays comme la Chine, au sentiment nationaliste révolutionnaire de la bourgeoisie* (2).»

«Populiste» ?

Quoi qu'il en soit par rapport à l'Orient, il est convaincu que la bourgeoisie locale ne pourra pas jouer un rôle démocratique révolutionnaire au Pérou et en Amérique Latine. Il écrit par exemple en 1927-1928 : «*Il n'existe pas au Pérou, et n'a jamais existé, une bourgeoisie progressiste, avec une sensibilité nationale* (3).» C'est pourquoi il se tourne de façon active vers les ouvriers et les paysans en

tant que force motrice de la révolution péruvienne, et fonde en 1928 le Parti socialiste, affilié à l'Internationale communiste, ainsi que, en 1929, la Centrale générale des travailleurs péruviens (CGTP).

Les écrits de Mariategui sur la paysannerie indigène au Pérou et en Indo-Amérique lui ont valu, de la part de porte-parole soviétiques (staliniens) l'épithète de «populiste». Selon V.M. Miroshevski, le principal représentant de cette critique «orthodoxe», la principale hérésie de Mariategui consistait à croire à la possibilité d'une révolution socialiste au Pérou, niant la nécessité d'une étape préalable, la «révolution démocratico-bourgeoise, anti-féodale et anti-impérialiste (...) pour fonder son affirmation du caractère socialiste de la révolution immédiate au Pérou, il faisait appel à des arguments qui partent du

1) Divers colloques sur Mariategui ont déjà eu lieu cette année à Lima, Mexico, la Havane, etc. Une conférence internationale se tiendra à Paris, dans les locaux de la Sorbonne, les 4 et 5 novembre 1994.

2) J.C. Mariategui, «*Punto de vista anti-imperialista*», juin 1929, in *Obra Política*, Mexico, Ed. Era, 1979, pp 273-274.

3) J.C. Mariategui, *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*, 1928, Ed. Universitaria, Santiago de Chile, 1955, p.29.

romantisme nationaliste, de l'idéalisation du régime social inca, de la fétichisation «populiste» de la communauté paysanne (4).»

Il est vrai que Mariategui a, dans plusieurs essais, avancé l'idée hétérodoxe que les traditions communautaires (précolombiennes) des indigènes péruviens pourraient constituer le point de départ pour une réorganisation socialiste des campagnes. Si cela était suffisant pour caractériser une théorie comme populiste, Marx lui-même aurait été un penseur «populiste». Comme l'on sait, il avait, à plusieurs reprises — et notamment dans la préface à l'édition russe du *Manifeste communiste* (1882) — défendu exactement cette idée, par rapport à la communauté paysanne russe traditionnelle (*obshtchina*).

En réalité, les idées de Mariategui ne sauraient nullement être assimilées au populisme. D'une part, parce que pour lui (comme pour Trotski) l'émancipation des paysans ne pourra se réaliser que par une révolution prolétarienne, à la fois socialiste et démocratique («antiféodale») pour utiliser la terminologie de l'époque, passablement imprécise) : «Dans notre Amérique espagnole, encore semi-féodale, la bourgeoisie n'a pas su ni voulu accomplir les tâches de liquidation de la féodalité (...) Il échoit au socialisme cette entreprise. La doctrine socialiste est la seule qui peut donner un sens moderne, constructif, à la cause indigène, qui, située sur son véritable terrain social et économique (...) peut compter pour l'accomplissement de cette tâche avec la volonté et la discipline d'une classe qui apparaît aujourd'hui dans notre processus historique : le prolétariat.»

D'autre part, parce qu'il ne prêchait aucunement un retour au passé : pour lui, reconnaître le rôle des traditions communautaires indigènes «ne signifie absolument pas une tendance romantique et anti-historique de reconstruction ou résurrection du socialisme inca, qui a correspondu à des conditions historiques complètement dépassées» mais, tout simplement prendre en considération, «comme facteurs utilisables, dans une technique de production parfaitement scientifique, les habitudes de coopération et socialisme des paysans indigènes (5).»

Tentative de récupération

Le grand mérite et l'originalité de Mariategui ont été précisément de revaloriser l'immense potentiel révolutionnaire de la paysannerie indigène, la richesse de sa culture millénaire, la vitalité de ses traditions collectivistes, tout en montrant,

avec rigueur et réalisme, que la révolution socialiste était la seule solution authentique à ses souffrances, sa misère et son exploitation par les latifundistes. On peut parler de romantisme au sujet de cette sensibilité à l'héritage culturel de Rosa Luxemburg, quand elle fait l'éloge du communisme primitif dans son *Introduction à l'économie politique*.

Après avoir traité Mariategui de «populiste», les staliniens vont essayer, quelques années plus tard, de le «récupérer» en réinterprétant ses écrits à la lumière de la doctrine kominternienne de la révolution par étapes. Ils essaieront de légitimer cette lecture déformante en se référant à un ou deux paragraphes de son œuvre, extraits de leur contexte. Par exemple, ils citent avec insistance le passage suivant du *Programme du parti socialiste*, rédigé par Mariategui en octobre 1928 : «Seule l'action prolétarienne peut stimuler d'abord et réaliser ensuite les tâches de la révolution démocratique-bourgeoise, que le régime bourgeois est incapable de développer et d'accomplir (...) Accomplie son étape démocratico-révolutionnaire, la révolution devient par ses objectifs et sa doctrine révolution prolétarienne (6).»

Or, ce texte peut être lu et interprété aussi bien dans une optique «permanente» que dans une perspective «étapiste» ; pour décider quelle interprétation est la plus adéquate, il y a pourtant une solution évidente : confronter ce passage avec l'ensemble des écrits de Mariategui à cette époque. Par exemple, dans l'éditorial de la revue *Amauta* n° 17, de septembre 1928, Mariategui souligne de façon explicite, radicale et sans équivoque la nécessaire fusion des tâches démocratiques et socialistes dans la révolution en Amérique Latine : «La révolution latino-américaine ne sera rien de plus ni rien de moins qu'une étape, une phase de la révolution mondiale. Elle sera purement et simplement la révolution socialiste. Vous pouvez ajouter à ce mot, suivant le cas, tous les adjectifs que vous voudrez : "anti-impérialiste", "agraire", "nationaliste révolutionnaire". Le socialisme les implique, les précède, les embrasse tous. A l'Amérique du Nord capitaliste, ploutocratique, impérialiste, il n'est possible d'opposer efficacement qu'une Amérique Latine ou ibérique socialiste. L'époque de la libre concurrence en économie capitaliste est révolue dans tous les domaines et tous les aspects. Nous sommes entrés à l'époque des monopoles, c'est-à-dire des empires. La destination de ces pays, dans l'ordre capitaliste, est celle de simples colonies (7).»

On peut considérer certaines de ces formulations comme excessives ou trop

schématiques : «semi-colonies» (ou pays dépendants) serait plus précis que «simples colonies» ; et la définition de la révolution comme «purement et simplement» socialiste semble sous-estimer le poids des tâches démocratiques (suggérées par la suite). Mais ce qu'on ne peut faire à aucun prix, sous peine de falsification totale, est de présenter l'auteur de ces lignes comme un partisan de la révolution par étapes.

Ces idées sont reprises, sous des formes et accents divers, dans plusieurs autres écrits de Mariategui pendant ces années 1928-1930. Mentionnons seulement le plus célèbre, le document *Point de vue anti-impérialiste* présenté par Mariategui à la Conférence communiste Latino-Américaine de juin 1929 (Buenos Aires) : «Ni la bourgeoisie, ni la petite-bourgeoisie ne peuvent mener au pouvoir une politique anti-impérialiste (...) sans négliger l'emploi d'aucun élément d'agitation anti-impérialiste, ni aucun moyen de mobilisation des secteurs sociaux qui éventuellement pensent participer à cette lutte, notre mission est d'expliquer et démontrer aux masses que seule la révolution socialiste est en mesure d'opposer une barrière véritable et définitive à l'avance de l'impérialisme (8).» Encore une fois, on peut considérer que cette formulation sous-estime les aspirations anti-impérialistes de la petite bourgeoisie (ou au moins de ses secteurs radicalisés) mais ils est impossible de faire de son auteur un partisan du bloc des quatre classes avec la bourgeoisie nationale contre l'impérialisme.

La nature de la révolution

En tout cas, ses thèses ont été rejetées par Vittorio Codovilla et les auteurs responsables communistes «orthodoxes» lors de la conférence de Buenos Aires : comme l'observe Ricardo Galindo dans son remarquable livre *L'Agonie de Mariategui*, tandis que l'Internationale voulait lutter pour une révolution «démocratique bourgeoise», Mariategui et ses camarades refu-

4) V.M. Miroshchevski, «El "populismo" en el Peru. Papel de Mariategui en la historia del pensamiento social latino-americano», 1942, in J. Arico (ed), *Mariategui y los orígenes del marxismo latinoamericano*, Cuadernos de Pasado y Presente, Mexico, Siglo XXI, 1978, pp. 67-69.

5) Mariategui, «Prefacio a "El amaута Atusparia", 1930, et "Principios programáticos del Partido socialista", 1928, *Obra Política*, pp. 231 et 270-271. Le concept de «socialisme inca» est bien discutable : voir à ce sujet le texte fort éclairant de Robert Paris, «José Carlos Mariategui et el modelo de "comunismo" inca» dans son livre *La formación ideológica de José Carlos Mariategui*, Cuadernos de Pasado y Presente, Mexico, Siglo XXI, 1981.

6) Mariategui, «Principios programáticos del Partido Socialista», *Obra Política*, p. 271.

7) Mariategui, «Aniversario y balance», 1928, *Obra Política* pp. 266-267.

8) Mariategui, «Punto de vista anti-imperialista», 1929, *Obra Política*, p. 275.

saient de considérer le capitalisme comme un progrès et se donnaient pour objectif une révolution socialiste (9).

En d'autres termes : l'idée de la dynamique socialiste de la révolution péruvienne et latino-américaine se trouve au cœur de la réflexion politique de José Carlos Mariategui au cours des années 1928-1930, dans ce qu'elle avait de plus original et novateur par rapport à la doctrine aussi bien de l'APRA que du communisme officiel. Il serait artificiel d'identifier sa conception avec celle, plus systématique, de transcendance de la révolution démocratique en socialiste, et l'articulation entre tâches nationales, agraires et socialistes que Trotski est en train de formuler exactement à la même époque et qu'il publiera dans *la Révolution permanente* en 1930 ; mais la similitude de la visée politique fondamentale, l'analogie de la démarche essentielle des deux sont indéniables.

Un « trotskiste » !

Il semble qu'au cours de la conférence des Partis communistes latino-américains de 1929, l'accusation de « trotskisme » aurait été lancée contre Mariategui. Il s'agissait bien entendu d'une inexactitude, mais elle vaut son « noyau rationnel » : les thèses de Mariategui sur la révolution latino-américaine étaient plus proches de celles de l'Opposition communiste de gauche que de celles de la direction stalinienne du Komintern (10).

Plus tard, dans leur étape de « récupération » de Mariategui, certains auteurs staliens le présenteront comme « antitrotskiste », sous prétexte de sa polémique contre le « trotskiste » Max Eastman dans son livre *Défense du marxisme* (1930). Or, non seulement Max Eastman avait peu de choses à voir avec le trotskisme, mais aussi et surtout, dans ce livre Mariategui se réfère à Trotski comme un exemple illustre, ensemble avec Marx, Lénine et Rosa Luxemburg, de l'unité entre l'homme d'action et de pensée (11).

Internationaliste convaincu, Mariategui suivait de près les débats au sein du PCUS ; sans prendre position explicitement pour une tendance ou l'autre. Dans un article de 1928, tout en considérant la victoire de Staline comme une étape inévitable de la révolution russe, et le résultat d'un repli national provisoire, il salue en Trotski le dirigeant qui représente « la sensibilité internationale de la révolution socialiste. Ses écrits notables sur la stabilisation transitoire du capitalisme le situent parmi les critiques les plus lucides et pénétrants de l'époque. Mais cette même sensibilité internationale de la révolution, qui lui donne tant de prestige sur la

Jose Carlos Mariategui Bibliographie

En français

J.C. Mariategui, *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne*, Paris, Editions Maspéro, 1968 (préface de Robert Paris).

J.C. Mariategui, « *Le problème de la terre* », *Tricontinentale*, Paris, Maspéro, n°1, février 1968.

J.C. Mariategui, « *Point de vue anti-impérialiste* », in M. Löwy, *le Marxisme en Amérique Latine*, Paris, Editions Maspéro, 1980.

En espagnol

J.C. Mariategui, *Obras Completas* (20 volumes), Lima, Ediciones Amauta, 1969.

J.C. Mariategui, *Obra Política*, Mexico, Ediciones Era, 1979 (préface de Ruben Jiménez Ricardez).

Commentaires

José Arico (org), *Mariategui y los orígenes del marxismo latinoamericano*, Mexico, Pasado y Presente, 1978 (textes de C.M. Cox, Jorge del Prado, V.M. Miroshovski, Robert Paris, Manfred Kosok, Antonio Melis, etc.).

Robert Paris, *La formación ideológica de José Carlos Mariategui*, Mexico, Pasado y Presente, 1981.

Anibal Quijano, *Introducción a Mariategui*, Mexico, Era, 1982.

Francis Guibal, Alfonso Ibanez, *Mariategui Hoy*, Lima, Tarea, 1987.

Oswaldo Fernandez Diaz, *Mariategui o la experiencia del otro*, Lima, Ediciones Amauta, 1994.

scène mondiale, lui enlève sa force, pour le moment, dans la pratique de la politique russe» (12). Il fallait pas mal de courage politique et d'autonomie de pensée chez un partisan de l'Internationale communiste pour faire une affirmation de ce type au moment même où Trotski était exclu du Parti soviétique.

Un an après (février 1929), quand Staline exilait le dirigeant d'octobre en l'expulsant de l'URSS, Mariategui écrit un article où apparaît cette formule prémonitrice : « *La Révolution russe doit sa valeur internationale, œcuménique, son caractère de phénomène précurseur de l'essor d'une nouvelle civilisation, à la pensée que Trotski et ses camarades revendiquent avec toute leur vigueur et cohérence. Sans une critique vigilante, qui est la meilleure preuve de la vitalité du Parti bolchevik, le gouvernement soviétique court probablement le danger de tomber dans un bureaucratisme formaliste, mécanique* » (13).

Ni « trotskiste » ni « antitrotskiste », Mariategui était un révolutionnaire marxiste conséquent, un anti-impérialiste et internationaliste authentique, et sa pensée

appartient à tous ceux qui luttent, comme lui, pour la révolution socialiste au Pérou, en Amérique Latine et dans le monde entier. ★

Paris, octobre 1994

9) Ricardo Flores Galindo, *La Agonía de Mariategui. La polémica con la Komintern*, Lima, Desco, 1982, pp.29-31.

10) Voir à ce sujet les intéressantes remarques de Ruben Jimenez Ricardez dans son introduction à l'édition mexicaine des écrits politiques de Mariategui : « Mariategui a utilisé dans sa polémique avec l'Internationale communiste les principaux arguments qu'il avait déjà avancés contre les apripistes. Le programme proposé par l'Internationale communiste aux révolutionnaires d'Amérique Latine ressemblait, comme deux gouttes d'eau, au programme défendu par Haya et ses partisans. (Mariategui avait observé l'incapacité des bourgeois latino-américains à résoudre les tâches démocratico-bourgeoises. Il a soutenu, comme corollaire logique, que seulement la classe ouvrière était capable de les résoudre, et dans ce procès, transformer le continent en socialiste. Il a proposé ainsi la ligne de la révolution ininterrompue. Dans la Conférence communiste Latino-Américaine, Mariategui a été durement critiqué, entre autres, par Codavilla (... il semble que Mariategui ait été accusé de trotskiste). (R.J. Ricardez, « Introducción », in Mariategui, *Obra Política*, p. 42).

11) Mariategui, *Defensa del marxismo*, 1930, Lima, Ed. Amauta, 1964, pp.39-40.

12) Mariategui, « Trotsky y la oposición comunista », 25 février 1928, *Obra Política*, p. 219.

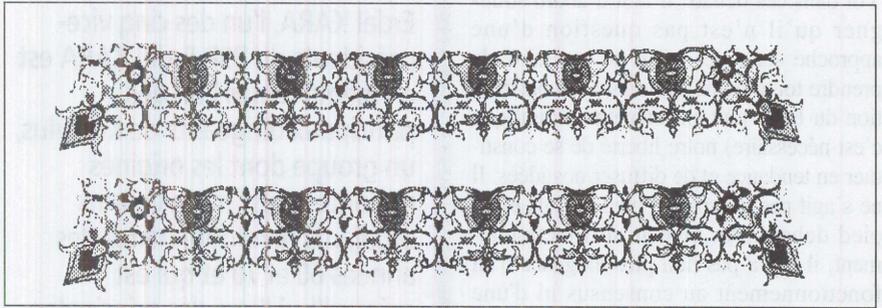
13) Mariategui, « El exilio de Trotski », février 1929, *Obra Política*, p. 129.

La naissance du BSP

L'extrême gauche turque, l'une des plus puissantes de la région dans les années 70, s'est marginalisée par la suite, à la fois sous les coups de butoir du coup d'Etat militaire de 1980, et de ses faiblesses internes, caractérisées notamment par un morcellement extrême et un sectarisme, allant jusqu'aux affrontements sanglants entre groupes rivaux. Le processus de recomposition de l'extrême gauche reste très laborieux et plusieurs tentatives de regroupement ont échoué au début des années 90. C'est dans ce cadre qu'il faut étudier la fondation du Parti socialiste unifié (BSP), qui doit tenir son premier congrès avant la fin de 1994. Nos camarades de Yeni Yol (Section turque de la Quatrième internationale) participent pleinement au processus de convergence au sein du BSP et notre camarade Masis Kürkçügil a été élu vice-président du BSP.

Masis KÜRKÇÜGİL

Le BSP est le produit d'un processus d'unité d'action et de la convergence de quatre groupes différents : Kurtulus, Emek, Parti de l'unité socialiste (SBP) et Yeni Yol, regroupés sous le nom d'alternative socialiste unifiée (BSA), auquel s'est joint par la suite un 5ème groupe, Sosyalist Politika. Le BSP a été fondé juste à la veille des élections municipales du 27 mars 1994, où il a réussi à obtenir 80 000 voix, soit 0,3 % malgré une campagne organisée en très peu de temps et dans des conditions difficiles. En fait, il était prévu que le parti ne soit officiellement constitué qu'à la fin de l'année. Mais l'échéance électorale d'une part, la dissolution du Parti de l'unité socialiste (SBP, l'une des princi-



pales composantes du BSP) par la Cour constitutionnelle en raison de sa position sur la question kurde, d'autre part, ont précipité le processus d'enregistrement légal.

Numériquement, les deux principales composantes du BSP sont le Parti d'unité socialiste (SBP) et Kurtulus. Le SBP est le fruit d'une fusion entre trois partis staliens pro-moscovites (dont le Parti communiste turc) et d'une scission du Parti maoïste pro-chinois. Il a connu dès le départ une lutte interne et une scission, avec le départ d'une aile plus droitrière qui voulait abandonner toute référence au marxisme. Aujourd'hui, la force numérique du SBP est inférieure à celle de chacune de ses composantes à l'origine, qui comptaient plusieurs milliers de militants dans les années 70. On ne peut donc le comparer réellement aux PC européens, Kurtulus est une scission du Parti-Front de la libération du peuple (THKP-C principale organisation centriste des années 60-70, dont sont également issus Dev-Yol et Dev-Sol). Il a évolué d'une position centriste vers une position classiste dans les années 70. Sa force numérique se chiffrait par milliers de militants à l'époque. Mais il a beaucoup souffert de la répression et de la décomposition de la mouvance centriste après le coup d'Etat. A partir de la fin des années 80, il a adopté une attitude positive dans le processus de recomposition et s'est rapproché des positions marxistes-révolutionnaires. Il compose l'aile gauche du BSP. La 3ème composante, Emek, se base sur des relations plus traditionalistes avec sa base. Il est lui-même le fruit d'une convergence entre un mouvement de guérilla rural des années 60-70 et un courant issu des staliens pro-moscovites. Sosyalist Politika est également une scission du Parti ouvrier de Turquie, datant des années 70. Ces camarades ont participé à la fondation de deux partis légaux ces dernières années. Ils sont plutôt portés sur les débats

théoriques.

Il n'y a aujourd'hui en Turquie que deux partis d'extrême gauche ayant un enregistrement légal. Le 2ème est le Parti ouvrier (successeur du Parti ouvrier et paysan, TIKP, maoïste), qui est présent depuis plus longtemps sur la scène légale. Mais la force numérique du BSP le dépasse d'ores et déjà et devrait atteindre les 2 000 adhérents au moment du premier congrès qui se tiendra à la fin de l'année 1994. C'est à ce moment-là que seront adoptés le programme et les statuts communs.

Le début d'un processus

Ce délai est d'autant plus nécessaire que le BSP, tel qu'il est aujourd'hui, ne se considère pas comme un processus achevé. Les cinq composantes du BSP espèrent que d'autres courants et toute une frange de militants indépendants le rejoindront d'ici-là et veulent qu'ils aient la possibilité de participer aux débats sur le programme et les statuts. La dynamique unitaire joue en sa faveur, surtout auprès des jeunes militants qui ne se reconnaissent dans aucun des courants issus des années 70. N'oublions pas que le mouvement socialiste est en crise depuis 15 ans, et les débats d'antan n'ont pas beaucoup de signification pour les jeunes.

Dépasser les vieux clivages et les désaccords programmatiques et de traditions de lutte existantes pour élaborer un programme commun sont les principaux défis que devrait relever le BSP et qui seront au cœur des débats du 1er congrès. Cela pose des problèmes de fonctionnement auxquels les 5 composantes tentent de trouver des remèdes. Les forces numériques au sein du BSP sont certes déséquilibrées. Mais dès ses origines, le parti a décidé de fonctionner au consensus. Cela a des avantages et des inconvénients. Si tout le monde se met d'accord, l'organisation agit

à l'unisson mais en cas de désaccord, c'est la paralysie. Un fonctionnement à la proportionnelle serait peut-être plus efficace, mais pourrait pousser certaines composantes en dehors du mouvement, ce que personne ne souhaite.

En ce qui concerne la position de Yen Yol dans ces débats, il faut d'abord souligner qu'il n'est pas question d'une approche «entrisme», mais au contraire, de prendre toute notre place dans la construction du BSP, tout en maintenant (tant que c'est nécessaire) notre liberté de se constituer en tendance et de diffuser nos idées. Il ne s'agit pas d'avoir un pied dedans et un pied dehors. Au niveau du fonctionnement, il n'y a pas non plus exigence d'un fonctionnement au consensus ni d'une représentation égalitaire. Tant que le programme d'action élaboré en commun et la déclaration de fondation sont respectés, une représentation proportionnelle pourrait parfaitement faire l'affaire, même si cela devait limiter sa représentation dans les instances dirigeantes. Cela dit, un tel processus ne peut être simplement jugé en termes numériques. Nos partenaires respectent nos apports politiques et programmatiques. Ils connaissent également nos liens internationaux, mais n'en éprouvent aucune gêne. Au contraire, les différentes expériences (heureuses et malheureuses !) de construction auxquelles participent les sections de la Quatrième internationale à travers le monde sont répercutées au sein du BSP et cela est considéré comme une contribution utile au processus de construction du BSP.

Ce parti doit être un creuset où chacun apporte ses contributions qualitatives et quantitatives et ses expériences. Le consensus devra donc encore être recherché pour un certain temps pour établir solidement les relations de confiance. Un fonctionnement plus démocratique et homogène devrait pouvoir être atteint d'ici deux ans, en forgeant le parti dans l'action commune pour dépasser les clivages de groupe. D'ici là, chaque groupe maintiendra sa propre organisation et sa propre propagande. Mais cela ne doit pas aboutir à une fédération de groupes ou à une somme d'appareils distincts. Des courants d'idées doivent certes exister, mais le but est de former un réel parti commun. La politique d'ouverture du BSP se poursuivra bien entendu au-delà du congrès, mais il ne peut se contenter d'être une plate-forme unitaire, il doit aussi, dès aujourd'hui, descendre dans la rue et lutter aux côtés des travailleurs contre les lois de la jungle capitaliste.★

Istanbul, 20 août 1994.

TURQUIE

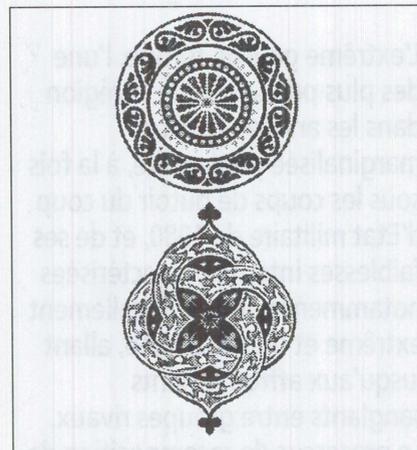
Fonder le parti dans l'action

Inprecor a rencontré le camarade Erdal KARA, l'un des cinq vice-présidents du BSP. Erdal KARA est en même temps l'un des principaux dirigeants de Kurtulus, un groupe dont les origines remontent aux mouvements étudiants révolutionnaires des années 60 et 70 et qui est aujourd'hui l'une des principales composantes du BSP.

● *Inprecor : Comment définiriez-vous le Parti socialiste unifié (BSP) ?*

Erdal KARA : Dès le début, le parti légal que nous voulions créer était défini comme un organisme chapeautant les groupes socialistes. Autrement dit, il s'agit d'un cadre commun où tous les groupes présents maintiennent leur organisation et leur propagande propre. La principale leçon que nous avons tiré des précédentes tentatives d'unifier le mouvement socialiste de Turquie autour d'un programme communiste, est que ce processus prendra du temps. Prendre conscience de cette réalité nous a amené à développer d'autres types de projets. Le BSP est donc le fruit d'une conception qui tient compte de ces leçons-là et se base sur un programme très simple, qui est, si je puis dire, un programme d'action permanente sur certains principes. Il est clair qu'un tel programme n'a pas une perspective détaillée de prise de pouvoir et sert surtout à assurer une convergence des luttes. Mais il ne rejette pas non plus la possibilité de dépasser le stade actuel. Ce qui est important, c'est que la discussion sur l'élaboration d'un programme plus détaillé se fasse en gagnant au BSP les autres secteurs de la gauche.

Le processus que nous avons vécu depuis novembre 1993, avec BSA puis le BSP, nous montre que cette démarche a suscité un intérêt considérable au sein du mouvement socialiste. Si nous réussissons à élargir le BSP à d'autres secteurs, ce qui est parfaitement possible, la gauche socia-



liste pourra rapidement dépasser sa marginalité et apparaître comme une alternative crédible devant la société. C'est la question la plus fondamentale à résoudre et le développement du BSP jusqu'à aujourd'hui nous montre qu'il en possède les moyens.

● *Quel est le regard que vous portez sur vos partenaires au sein du BSP ?*

Le BSP se compose actuellement de cinq groupes : Kurtulus (Libération) Emek (Travail), Sosyalist Birlik Partisi (Parti de l'unité socialiste, SBP), Yeni Yol (Cours nouveau) et Sosyalist Politisi (Parti socialiste).

Le Sosyalist Birlik Partisi a été fondé par les camarades originaires des anciens partis pro-soviétiques (PC turc, Parti ouvrier, Parti socialiste ouvrier) et pro-chinois (Parti ouvrier paysan). Au départ, le SBP avait réuni tous ces camarades autour d'un programme droitier. Mais les éléments issus du PC turc ont quitté le parti en s'opposant à ce que le SBP se définisse comme marxiste. Ainsi, avec le départ de ceux qui voulaient transformer ce parti en un parti social-démocrate, le recul programmatique a été stoppé. Mais, à notre avis, l'approche de ce parti sur les principales questions du socialisme reste droitière.

En ce qui concerne Emek, nous pouvons dire que nous avons (en tant que Kurtulus) beaucoup de convergences avec ce groupe. Cependant, nous divergeons sur les concepts de la démocratie socialiste et de la question femme. Emek est certes, un groupe révolutionnaire, mais il serait pas faux de dire qu'ils en sont restés aux

concepts de la Troisième internationale. De même, Sosyalist Politika est le groupe qui est resté le plus attaché aux principes de la Troisième internationale, il en est le représentant le plus cohérent. Certes, ils ont évolué de façon positive dans leur approche des problèmes actuels du socialisme, mais ils n'en restent pas moins des représentants typiques du courant de la Troisième internationale.

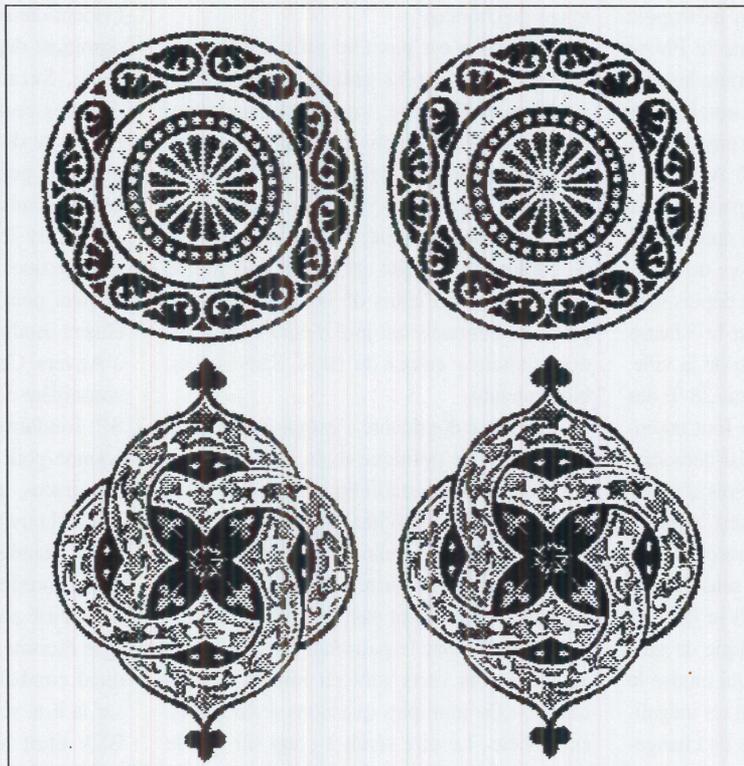
Quant à Yeni Yol, nous considérons aussi ce groupe comme un courant révolutionnaire. Le troskisme n'est pas un mouvement massif et très enraciné en Turquie. Mais plusieurs groupes trotskistes se sont développés à partir du milieu des années 80. L'une des principales raisons de ce développement était que le mouvement socialiste avait commencé à cette date à questionner l'héritage de la Troisième internationale et approchait avec méfiance les stéréotypes de cette période. On peut dire que pour une importante partie du mouvement socialiste, les trotskistes ne sont plus assimilés à des «traîtres», même s'il existe encore des groupes qui n'ont pas bougé d'un iota sur cette question. En parlant de Yeni Yol, il serait utile de le comparer aux autres groupes trotskistes. A mon avis, Yeni Yol a une caractéristique radicalement différente de tous les autres groupes trotskistes de Turquie : il cherche à trouver des solutions aux problèmes qui se posent à nous dans la pratique quotidienne, alors que les autres ont une approche que l'on peut qualifier de sectarisme théorique.

● **Quelle est votre évaluation du travail en commun réalisé durant la campagne électorale ?**

Même si nous avons rencontré ça et là des difficultés dues au fait que nous avons des traditions de travail différentes, on peut dire que cela a été satisfaisant dans l'ensemble. La nécessité de mener conjointement la campagne électorale et la construction d'un parti commun nous a fait vivre des moments difficiles. Mais nous estimions dès le début que ces deux processus devaient être intimement mêlés. Sinon, nous aurions commis la même erreur que les précédentes tentatives de

regroupement, autrement dit, nous nous serions contentés de faire des déclarations mutuelles sur nos divergences théoriques et programmatiques. Or la plate-forme du travail réalisé en commun durant la campagne électorale nous a permis de fonder réellement ce parti dans l'action, en très peu de temps.

Il est clair que l'on ne peut s'attendre à ce que des groupes comme les nôtres, qui ont des traditions enracinées, abandonnent du jour au lendemain ce qui a fait leur identité. Cela prendra du temps. Mais l'on peut dire qu'en peu de temps, nous avons appris à être sensibles aux problèmes de nos partenaires et à essayer de les résoudre



ensemble. Par exemple, le groupe Emek, qui participe au BSP, avait décidé de boycotter les élections, alors que le BSP y participait. Mais cela n'a pas fait éclater le processus grâce à notre attitude face à la position d'Emek, et au comportement raisonnable de ce groupe.

● **Quel est le point de vue du BSP sur la question kurde, quelles seront ses relations avec les organisations kurdes ?**

Les divers composants du BSP ont des attitudes différentes sur la question kurde. Mais nous avons adopté une attitude commune dès notre première déclaration publique. Ce cadre commun est la reconnaissance inconditionnelle du droit à l'autodétermination des peuples. Cela veut

dire pour moi la reconnaissance du droit à fonder un Etat séparé. Certes, la reconnaissance d'un droit et la façon dont ce droit va être utilisé sont deux choses distinctes.

Le BSP doit s'organiser en Turquie mais s'abstenir de le faire dans les provinces kurdes. Pour nous, il s'agit d'une question de principe sur laquelle nous serons intransigeants. Mais nous estimons que ce principe est également valable en sens inverse pour les organisations kurdes. Ce n'est qu'ainsi que la solidarité entre les deux peuples pourra s'établir de façon saine et nous pourrions alors mener nos relations avec les organisations kurdes sur des bases saines. Les organisations kurdes, et en particulier le PKK, représentent le peuple kurde et l'on doit s'opposer aux tentatives de chercher des interlocuteurs au sein du régime.

● **Quelle est l'approche du BSP sur les relations internationales entre les mouvements socialistes ?**

Le BSP se considère comme partie prenante du mouvement socialiste international. Mais il ne suffit pas de le dire, il faut agir en conséquence. Même si les conditions ne sont pas réunies aujourd'hui pour construire une internationale, cela ne doit pas nous pousser à maintenir nos réflexions dans des limites purement nationales. L'un des principaux objectifs du BSP est d'instituer des relations

durables et régulières avec le mouvement socialiste international. Dans la mesure où la question kurde est notamment très importante aussi bien pour nous que pour les pays voisins, nous devons nous atteler à la tâche de construction d'un mouvement de solidarité durable et régulier à l'échelle régionale au Moyen-Orient, et si possible par la suite, à la construction d'une organisation régionale, qui sera elle-même en lien avec le mouvement socialiste international.★

Istanbul, 15 juillet 1994
Propos recueillis par Erdal TAN.

Belgique

Nouveau dimanche noir

Les élections communales et provinciales du 9 octobre en Belgique ont confirmé et amplifié la percée de l'extrême droite non seulement en Flandre et à Bruxelles mais aussi en Wallonie. Le Vlaams Blok, le Front national (FN) et AGIR envoient plus de 300 représentants dans les conseils communaux et provinciaux.

Alain TONDEUR

Le Vlaams se consolide comme premier parti dans la métropole anversoise, tandis que le FN se hisse tout de suite derrière les partis bourgeois traditionnels dans les régions industrielles du Sud du pays.

La percée du Vlaams Blok à Anvers ne date pas d'hier. En 1987, déjà, le parti fasciste s'imposait comme un phénomène dans la cité portuaire. Aux élections législatives de 1991, le «dimanche noir» comme on dit depuis lors, 25 % des Anversois votaient pour le Vlaams Blok, qui devenait le premier parti de la ville. Il garde le titre en obtenant cette fois 28 % des suffrages. Les succès du Blok se font essentiellement au détriment de la social-démocratie. Le Parti socialiste (SP) anversois a perdu 8,3 % depuis les dernières élections communales en 1988, et il se retrouve avec 20,5 % des voix. Ce parti est aux affaires sans discontinuité depuis la fin de la guerre. Il se fait évidemment le complice de la politique de gestion de la crise et de l'austérité, qui creuse le lit de l'extrême droite en aggravant les inégalités sociales et en tuant les espoirs de changement. Mais il est resté, en plus, totalement imperméable aux tentatives de renouveau que la social-démocratie flamande a su mener avec un certain succès, au cours des années 80. La combinaison des deux facteurs n'est sans doute pas étrangère au fait que les néofascistes réussissent à Anvers encore mieux qu'ailleurs.

Aujourd'hui, Anvers est la capitale du Vlaams Blok. A partir de cette place forte, il rayonne sur toute la Flandre et la tache noire s'élargit à chaque élection. Le Blok est au-dessus de sa moyenne en Flandre (10,9 %) dans toute la province d'Anvers mais aussi à Gand la deuxième ville de Flandre (13,3 %). Jusqu'à présent il n'avait pas réussi à percer au Limbourg, où les sentiments antiracistes étaient bien enracinés dans la communauté des travailleurs de la mine. C'est désormais chose faite, car le gouvernement a décidé de fermer les charbonnages et le Blok, comme

tous les partis analogues, marche dans les traces du chômage.

Anvers n'est pas une ville comme les autres : c'est la plus grande concentration urbaine de Flandre, un centre industriel important et le poumon portuaire d'un hinterland qui va bien au-delà de la Belgique. La bourgeoisie a toujours misé sur la collaboration de classe pour gérer la ville. La chambre de commerce n'a pas caché son hostilité au Vlaams Blok au cours de la campagne. Les partis traditionnels ont juré d'établir un «cordon sanitaire» autour du Blok. Sans succès, bien entendu.

La classe dominante n'est pas sur le point de changer de politique mais, une coalition des trois familles traditionnelles est à peine suffisante pour empêcher les fascistes de participer au pouvoir communal. Avec les verts (AGALEV) la majorité serait plus confortable, mais ils ne sont pas vus comme un partenaire fiable par le patronat. De plus, trois des sept élus verts sont en fait des «verts rouges». De multiples questions restent donc en suspens. Le pire serait à coup sûr que le Blok réussisse à se présenter comme seule force d'opposition au cours des années qui viennent à Anvers.

La situation n'est pas plus réjouissante en Wallonie et à Bruxelles. A elles seules, les dix-neuf communes bruxelloises accueilleront 47 conseillers communaux fascistes. Le FN fait son score le plus élevé (16,6 %) à Molenbeek, une commune populaire de la capitale. Mais le Front national et AGIR confirment leur percée des élections européennes dans toute la partie francophone du pays. Le vote de juin pour ces deux formations rivales n'était pas une poussée de fièvre, plus personne ne peut le nier aujourd'hui. Au contraire, les régions rouges de Wallonie se couvrent petit à petit de vilaines taches noires où le Front national et Agir dépassent les 10 % (14,4 % à la Louvière).

Comme en Flandre, ce sont clairement des déçus de la social-démocratie qui passent

à l'extrême droite. Le phénomène est surtout évident dans les localités où le PS est le parti dominant depuis de longues années. A Charleroi, Seraing, la Louvière et quantité d'autres communes ouvrières, les gains de l'extrême droite correspondent, au pour cent près, aux pertes de la social-démocratie. Dans ce très sombre tableau, l'observateur progressiste aura les yeux attirés par la chute de lumière que constituent les trois élus du Mouvement pour le renouveau social (BSV), qui étaient candidats sur la liste du parti écologiste à Anvers. Ces trois élus sont Patsy Sörensec, conseillère communale sortante, dissidente du SP, fondatrice du BSV et personnalité très connue pour son combat contre la traite des prostituées, la jeune Nadine Peeters, membre du Parti ouvrier socialiste (POS, section Belge de la Quatrième internationale) et animatrice d'une coordination de lycéens (AJOKAR) qui a organisé plusieurs grèves contre le fascisme et le racisme, et Lou Weyns, un délégué syndical combatif de la Chimie. Leur présence sur la liste verte avec cinq autres membres du BSV était le résultat d'un appel à l'unité BSV-AGALEV lancé par une série de personnalités progressistes de tous horizons. Lou, Nadine et Patsy ont été élus par leurs voix de préférence.

La gauche francophone, par contre, n'a guère rencontré le succès dans ces élections. Le mouvement «Gauches unies» déposait des listes dans neuf localités. Dans six cas le score est en-dessous du résultat aux européennes. Il n'y a qu'un seul élu. La menacé d'extrême droite crée une nouvelle pression pour le vote utile. Il reste un espace pour la gauche mais pour l'occuper elle doit sans doute, sans perdre son identité savoir se lier avec des courants porteurs et créer ainsi un espoir raisonnable que les voix récoltées ne seront pas des voix perdues.★

Bruxelles, 18 octobre 1994